

Besançon : encore les flics!

tribune



socialiste

avec les lip



droit à l'emploi
et au travail!

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : André Bar-
jonet - Michel Camouls - Robert Cha-
puis - Hector Colron - Bernard Jau-
mont - Yves Le Foll - Daniel Lenègre -
Bernard Ravenel - Anne Vatiar.

Photos : A.F.P. (8) - Fotolib : Ch. Weiss
(10) - Caroline Lespinasse (6-7) - Gil-
les Guérin (3) - Pascal Lebrun (5-15) -
C. Raymond-Dityvon (1).

Dessins : Barou (4-11).

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



■ C'est à l'heure où nous mettons sous presse que nous apprenons l'intervention policière à « La Maison pour tous » de Palente, le dernier refuge des Lip. C'est à l'heure où nous mettons sous presse que nous entendons parler de ces cars arrêtés à la frontière belge : ils transportaient des jeunes femmes, prises en charge par le MLAC, qu'une législation réactionnaire oblige à se rendre à l'étranger pour se libérer d'une grossesse non désirée. C'est à l'heure où nous mettons sous presse que nous apprenons que le gouvernement règle le problème de l'ORTF et le conflit opposant Conte à Malaud, en révoquant le premier et mutant le second.

■ Beaucoup de choses dans le même flash d'information... mais qui vont toutes dans le même sens : celui de la politique du bâton. Un gouvernement discrédité, un Président de la République qui vient de subir, avec ses projets de réforme constitutionnelle, un nouveau camouflet, n'ont décidément plus d'autres arguments que la

répression. Répression envers les Lip, à l'heure même où ceux-ci apportent une nouvelle fois la preuve de leur volonté de négocier. Répression chaque fois qu'une revendication est avancée, à n'importe quel niveau, sur n'importe quel plan.

Ce régime n'a plus de réponse, quelle que soit la question posée. Et il faut que la confusion soit grande pour qu'un Arthur Conte puisse donner l'illusion de tomber à gauche !...

■ Ce numéro de TS tente — en 12 pages — de faire le tour de l'actualité, particulièrement riche, française et internationale. Une gageure.

Nous n'avons pas la prétention de la tenir. Le peu de place nous oblige à des choix draconiens, qui peuvent paraître arbitraires à certains, mais que nous nous efforçons de faire en fonction de deux critères, parfois contradictoires : un critère journalistique, secondaire. Un critère militant : prioritaire.

Nous avons ainsi le sentiment de ne satisfaire personne : ni le militant, ni

le lecteur non-militant. Ni nous-mêmes croyez-le bien. J'aurais voulu faire la liste — pour vous éclairer — de tous les articles écrits que nous ne pouvons passer faute de place : des luttes militantes, comme à Brest. Des analyses sur la situation en Afrique. Un papier sur l'Ecole. D'innombrables notes de lecture, critiques de pièces ou de films. J'en passe. Et je ne parle pas de tous les articles qui pourraient être écrits : en serrant un peu ce « 7-Jours », on pourra peut-être passer l'article de Jean-François Merle qui nous téléphone de New York des informations sur les malheurs de Nixon-le-tricheur.

■ Le moyen de s'en sortir existe, et vous le connaissez : des abonnements, tout de suite, par centaines. Mobilisez-vous. Lancez une campagne d'abonnement autour de vous. Abonnez des proches, des parents, des amis. Profitez du prix de campagne : 40 F, ce n'est pas la mer à boire.

B. L. ■

ABONNEMENTS

Pour un an

Promotion : 40 F (valable 3 mois)

Normal : 60 F

Soutien : 100 F

Adressez votre abonnement à « TRIBUNE SOCIALISTE » - Administration - 9, rue Borromée, 75015 PARIS - C.C.P. Paris 5826-65.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

CALENDRIER POLITIQUE

● 27-28 octobre, à Besançon (Doubs) : conférence nationale entreprise. Accueil : P.S.U., 5, rue de Vignier, à partir du vendredi soir de 20 h 30 à 24 h.

● 2-3 novembre : rencontre nationale lycéens, 9, rue Borromée.

Prendre contact avec secteur lycéen pour hébergement.

● 26 octobre, de 20 h à 23 h 30, salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, Paris : projection du triptyque Vietnam, films de Gérard Guillaume.

● Vendredi 26 octobre, 21 h, M.J.C. d'Herblay (chemin de Montigny), soirée Lip (film, expo, débat).

● Samedi 27 octobre, Cartoucherie de Vincennes : « 12 heures pour

le Chili », organisées par le Comité de Soutien.

● 27-28 octobre, Cerizay (Deux-Sèvres) journée CFDT d'action et de réflexion.

● Sam. Dim. 3-4 novembre : « Formation professionnelle et éducation permanente », Week-end de travail. Secteur Ecole et Formation + secteur Entreprise - Contact : B. Ravenel, 9, rue Borromée.

● USA : le prince hors-la-loi

New York, 22 octobre. De notre correspondant. La démission du ministre de la Justice, Elliot Richardson, le renvoi d'Archibald Cox, procureur spécial dans l'affaire du Watergate, et de William Ruckelshaus, ministre adjoint de la Justice, ont brusquement accéléré la crise gouvernementale et constitutionnelle qui touche les Etats-Unis.

C'EST vendredi 12 (le soir de la nomination de Gerald Ford à la vice-présidence comme successeur de Spiro Agnew) que la Cour d'Appel du district de Columbia rendait son jugement, enjoignant au Président Nixon de remettre au Grand Jury de Watergate les enregistrements de la Maison Blanche. A moins que ce dernier ne parvienne à un compromis avec le procureur Cox, permettant au Grand Jury de connaître la teneur de ces conversations sans risquer de violer les secrets diplomatiques ou militaires.

Lundi dernier, semble-t-il, la Maison Blanche a proposé de confier les bandes magnétiques au sénateur démocrate du Missouri, John Stennis, juriste de renom, afin qu'il vérifie un résumé préparé par les avocats de Nixon à l'intention du Grand Jury et de la commission sénatoriale d'enquête.

Le sénateur James Ervin, président de la commission sénatoriale a accepté ce compromis, le procureur Archibald Cox l'a refusé.

Richard Nixon avait alors jusqu'à vendredi 19 à minuit pour interjeter l'appel du jugement du tribunal devant la cour suprême ; samedi matin, ayant refusé d'aller en appel et n'ayant pu parvenir à un compromis avec le procureur Cox, le Président aurait dû se plier à la troisième solution laissée par la décision judiciaire : remettre directement les enregistrements au Grand Jury. Il a choisi le coup de force juridique et le quitte ou double politique ; je ne connais qu'un seul mot pour désigner aujourd'hui la situation juridique du Président des Etats-Unis : hors-la-loi.

Prétextant qu'Archibald Cox refusait tout compromis, Nixon a, samedi midi, donné l'ordre au ministre de la Justice de renvoyer le procureur spécial. Mais Elliot Richardson, qui avait dû promettre devant le Sénat, pour voir sa nomination confirmée, de nommer une autorité indépendante pour instruire l'affaire de Watergate, avec carte blanche pour mener à bien sa mission, a préféré se démettre que se parjurer. Son adjoint, William Richardson, a refusé à son tour d'exécuter l'ordre présidentiel et a été purement et simplement vidé.

Elliot Richardson, premier membre de la deuxième administration Nixon, qui a démissionné sans être inculpé, avait succédé en juin dernier à Richard Kleinduenst, démissionné, lui, peu avant son inculpation dans l'affaire de Watergate ; Richardson avait gagné le surnom de « M. Propre » à cause de sa ténacité dans l'affaire Agnew.

Comme le procureur Cox, il passait pour l'un des rares hommes intègres de l'administration. La cote politique de Nixon, déjà déclinante ne va sûrement pas gagner à cette nouvelle crise et dès samedi soir, 5 représentants (4 démocrates et un républicain) annonçaient qu'ils comptaient entamer dès mardi une procédure d'intéachment (motion de censure contre Richard Nixon).

Mais au fond, au prix d'un viol à la hussarde de l'opinion publique, le Président a fait un pari qui peut s'avérer gagnant. Des deux instances qui enquêtaient sur Watergate, il a mis hors-jeu la plus dangereuse : l'instance judiciaire. Il est en effet de plus en plus certain que Richard Nixon aurait eu du

mal à l'emporter devant la Cour Suprême et il n'aurait plus eu le choix qu'entre se soumettre ou être démis. En stoppant la procédure au niveau de la cour d'appel, il risque au plus une condamnation pour outrage au tribunal - inacceptable puisqu'il a la faculté de renvoyer à tout moment les agents de l'Etat qui seraient tentés de l'appliquer.

Quant à l'instance politique, elle est infiniment plus maléable que les tribunaux. Si aujourd'hui une motion de censure recueillait certainement davantage de suffrages qu'il n'y a un mois, il n'est pas sûr que se dégage une majorité pour accepter l'aventure constitutionnelle qui affaiblirait le pouvoir exécutif des Etats-Unis dans la crise du Moyen-Orient.

Si le congrès laisse passer ce coup de force de Nixon, il sera désormais établi que plus aucune borne n'existe à l'arbitraire d'un Président des Etats-Unis. Les quelques centaines de manifestants qui réclamaient dimanche matin devant la Maison Blanche la censure du Président, témoignaient de la colère d'une partie de l'opinion qui va en grandissant et la pression de l'électorat pour encore influencer certains parlementaires : l'Amérique se remet mal du choc de s'être endormie vendredi soir en croyant à sa constitution et à ses lois et de s'être réveillée samedi matin dans une autocratie dirigée selon le fait du prince.

Jean-François MERLE ■



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. » Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

CHILI VOIE ELECTORALE ET/OU LUTTE ARMEE

L'exemplaire : 5,00 F.

Par 5 exemplaires, l'unité : 4 F.

Adresser les commandes à :

EDITIONS SYROS

9, rue Borromée, 75015 PARIS

C.C.P. 19.706.28 PARIS

la question du pouvoir

BESANÇON, Marseille, Saint-Etienne, Toulouse, Brest : chaque conflit, chaque problème devient aussitôt un enjeu national. A chaque fois, c'est toute l'économie, toute la société avec ses règlements, son mode de vie qui est mise en cause. Tout conflit économique devient aussitôt politique : c'est l'Etat et toute la domination du patronat et de la bourgeoisie qui se découvrent brusquement. Il suffit pour s'en persuader de regarder l'intense activité policière et même militaire que déploie le gouvernement quand un problème vient à se poser.

dès maintenant

Dans ce régime où le squelette du gaullisme tombe chaque jour un peu plus en poussière, les contradictions se renforcent et il n'y a plus personne pour les maîtriser. Le Président Pompidou a récemment rassuré les Français sur sa santé, mais non sur sa politique : face à la vie chère, à l'insécurité de l'emploi, aux injustices que subissent de nombreux travailleurs et notamment les travailleurs immigrés, face aux inégalités, à la difficulté de vivre dans les villes comme dans les campagnes, en face d'une situation internationale où le fascisme et l'impérialisme entraînent des peuples entiers dans l'horreur et le massacre, il n'y a que silence, platitude ou faux-fuyants...

Cette paralysie contraste singulièrement avec la détermination des travailleurs qui, comme à Lip, n'entendent plus se résigner et jouer le jeu de ceux qui, dans le patronat et au gouver-

nement, ont pris l'habitude de gagner toujours. L'affolement du pouvoir, son appel à la force, son approbation inqualifiable du putsch militaire au Chili, contrastent singulièrement avec la résolution, puissante et tranquille, des 100.000 militants de la marche sur Besançon le 29 septembre dernier.

Ces signes ne trompent pas : dans notre pays, le problème du pouvoir est posé, il l'est dès maintenant, et non pour demain. Non pas à la façon de la droite : il n'y aura pas de nouveau mai 58. Mais à la façon des travailleurs, en fonction des expériences du mouvement ouvrier et socialiste, sur la base des luttes sociales qui amènent le pouvoir à découvrir sa vraie nature, à révéler son caractère minoritaire et à devoir céder la place.

des choix clairs

Les forces politiques et syndicales étroitement liées aux travailleurs se trouvent ainsi confrontées une nouvelle fois à la possibilité d'une prise du pouvoir. Pour ne pas connaître l'échec, une fois encore, il leur faut vaincre leurs incertitudes et faire des choix clairs. Ce sont ces choix et non la réduction à de simples accords de principe susceptibles d'interprétations variées, qui pourront entraîner une large adhésion des masses, une véritable unité populaire. Ce sont ces choix qui permettront — notamment parmi les jeunes — de dépasser les attitudes gauchistes, qui résultent directement des incertitudes ou des incapacités de la gauche traditionnelle.

Le PSU estime qu'il faut aborder franchement et immédiatement au sein des forces populaires la question de la prise du pouvoir. Il entend ouvrir le débat et faire des propositions, de la façon la plus large, tout en précisant ses propres positions, sa propre stratégie, et tout en constituant la force politique que requiert le projet sur lequel il se bat, celui du socialisme autogestionnaire.

urgent, réalisable

Comment vaincre les contradictions qu'a connues et que connaît encore le mouvement ouvrier et socialiste à propos de la prise du pouvoir ? Le rapport politique qui sera au centre de notre prochain Conseil National les 24, 25 et 26 novembre, s'efforce d'en dégager les moyens. Sa discussion est en cours à l'intérieur du parti.

Sans prétendre avancer des solutions miraculeuses, nous souhaitons que ce débat soit aussi ouvert à l'extérieur, sur la base des propositions concrètes qu'il contient. Dès maintenant, et sans attendre le Conseil National, il est de la responsabilité du Bureau National du PSU de s'efforcer d'explorer cette possibilité : tel est le sens, en particulier, de nos récentes prises de contact avec le Parti Communiste Français, comme de nos diverses réunions avec la CFDT.

Tant il est vrai que, jamais peut-être, le renversement du régime n'a semblé à la fois plus urgent et mieux réalisable.

Robert CHAPUIS.

« l'ennemi intérieur »...

Mars 1973 : des dizaines de milliers de jeunes lycéens, jeunes travailleurs, défilent dans toute la France pour protester contre la loi Debré. Au-delà du problème des sursis, on s'aperçoit très vite que c'est en fait l'Armée elle-même qui est remise en question, et l'utilisation qui en est faite par le régime, au service de l'ordre capitaliste. Depuis, le débat n'est pratiquement jamais retombé : controverse entre Mgr Riobé, l'évêque de Tours, et l'amiral de Joybert. Campagne contre la bombe française. Marche sur le Larzac. Révélations

dans le journal « Le Monde », tout récemment, sur l'activité militaire déployée contre « l'ennemi intérieur ». Et puis, et peut-être surtout, la multiplication des cas d'insoumission, d'objection de conscience, de désertion — avec le cortège d'inculpations, de procès et d'incarcérations qui les accompagnent. Nous reviendrons sur cette question plus longuement dans un prochain numéro. Pour l'instant, en vrac, des informations venues de toute la France sur ce « Front de lutte » de plus en plus largement ouvert.

● Le procès Cruse d'abord. On sait que notre camarade, qui fut candidat du P.S.U. dans l'Essonne aux dernières législatives, consacre une grande partie de son temps à la lutte anti-militariste, à la défense des objecteurs de conscience et des insoumis. Accusé de provocation à l'insoumission, il passait en jugement le 18 octobre au tribunal de Corbeil. De par la personnalité de l'accusé, la qualité des témoignages — grâce aussi à la solidarité qui s'est manifestée pour soutenir le Pasteur Cruse — le tribunal, à l'issue d'un procès qui fut en fait celui de l'armée, a dû faire preuve de modération : deux mois de prison avec sursis et 500 F d'amende alors que le procureur réclamait le maximum : 5 ans, assorti du sursis et 30.000 F.

Dans Corbeil en état de siège, avec un déploiement policier impressionnant, ce verdict est une victoire qui doit redonner coura-

ge à tous ceux qui sont engagés, et avec quels risques personnels ! dans la lutte anti-militariste.

● Ils le sont d'ailleurs avec des motivations diverses, et des choix différents. Certains refusent l'armée, toutes les armées, et font le choix de la non-violence.

● C'est le cas de Claude Douffet, un insoumis de Sedan, en prison depuis le 18 septembre après que sa demande de statut d'objecteur eut été refusée pour raisons politiques. Une demande qui disait notamment ceci : « Je ne me sens pas plus Français que Brésilien ou Japonais. Si j'étais né 20 km plus au nord-est, je serais Belge. Je ne me sens aucun lien particulier avec un pays dont la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » est une triste plaisanterie quand on sait que la France est le deuxième vendeur d'armes au monde... »

Ou encore : « J'objecte à tout ce qui est dégradant et avilissant pour la personne humaine. Au ris-

que d'être considéré comme un doux imbécile, je pense qu'on peut passer son temps autrement qu'à se remplir les poches et à marcher sur ceux qui vous gênent ».

On s'emmerde en prison. On peut écrire à Claude Douffet, ça lui soutiendra le moral, adresse : 39 48 D 16 - Maison d'arrêt Maurice Barrès, rue M.-Barrès - 57000 Metz.

● Toujours à Sedan, à noter aussi le procès de neuf jeunes inculpés « d'injures au ministre de la Défense et de provocations de militaires à la désobéissance ». On leur reproche — outre une campagne anti-nucléaire et une affiche « La jeunesse s'unit, l'armée s'effondre », d'avoir rendu public dans des tracts une série d'accidents graves survenus au 12^e R.C.

● A Perpignan, c'est aussi un non-violent qui passait en jugement pour insoumission. Mais là, l'affaire est encore plus complexe : Jacques Bottega avait obtenu le statut d'objecteur. Mais il a refusé, comme l'ont fait beaucoup d'au-

tres, d'aller jouer la main-d'œuvre bon marché et les briseurs de grève à l'Office National des Forêts. On a déjà expliqué le problème dans « T.S. » D'où procès et, là aussi grâce à une mobilisation importante, un verdict modéré : un mois avec sursis. Ce qui ne fait d'ailleurs que reculer le problème, puisque Bottega va recevoir une nouvelle affectation à l'O.N.F., qu'il refusera comme la première, etc. On n'en sortira que par l'abrogation du fameux « décret de Brégançon » (à noter au passage certaines difficultés qui se sont exprimées à l'intérieur du Comité de Soutien, où certaine organisation a semblé plus soucieuse d'utiliser les circonstances pour son propre recrutement que de défendre réellement un type de mauvaise posture. Nos camarades du P.S.U., là-bas, sont outrés. Et pour tout dire, comment à voir... rouge).

● Même situation pour Michel et François-Xavier, qui ont dû passer en jugement le 10 octobre à Dôle pour les mêmes raisons.



Créteil. Les ennemis au procès

● Francis Ohnenstetter, lui, de Mulhouse, n'est pas particulièrement non-violent. Et il tient à le faire savoir, et a expliqué pourquoi il a déserté du 81^e Régiment d'Infanterie.

« J'en avais marre de servir dans l'armée du capital :

— qui embrigade la jeunesse pour mieux la préparer à l'exploitation patronale,

— qui brise les justes luttes des travailleurs,

— qui réprime les peuples dominés par l'impérialisme français,

— qui est entraînée à mater les militants révolutionnaires, à réprimer les luttes ouvrières, paysannes, étudiantes,

— qui vend des armes aux pays fascistes,

— qui vole les terres des paysans pour créer des camps militaires,

— qui utilise l'énergie nucléaire à des fins meurtrières.

Cette armée n'est pas la nôtre. C'est celle qui défend la classe bourgeoise.

Rien à ajouter, ni à retrancher ».

● Il faudrait aussi parler du procès du G.A.R.M. à Lyon. Ou de ce qui bouge aussi à l'intérieur des casernes, et ça bouge de plus en plus. La place manque. Nous y reviendrons.

B.L. ■

régime

dans

le brouillard

La guerre au Proche-Orient a servi de prétexte au Président Pompidou pour renvoyer à plus tard son projet de révision constitutionnelle... après que, les comptes faits, on se soit aperçu que ledit projet était mathématiquement battu devant le Congrès. Le cessez-le-feu intervenu ce lundi fait tomber le prétexte : le Président de la République va devoir choisir. Quoi ? La classe politique est dans le brouillard...

TOUT se passe depuis quelques semaines comme si le Président de la République et l'UDR préparaient une consultation électorale. Il est évidemment difficile d'aller plus loin dans les suppositions puisque rien d'officiel n'a été dit à cet égard. Mais les trois faits majeurs de l'actualité récente sont fort troublants ; qu'il s'agisse de la rente Pinay, de la loi Royer ou de la révision constitutionnelle, on ne peut croire à des décisions innocentes, ne prêtant à aucune conséquence directement politique.

Le remboursement de l'emprunt Pinay a été décidé par le Premier ministre. Le prétexte apparent fut que l'exonération de droits de succession dont jouissaient les souscripteurs était en quelque sorte un moyen légal de fraude fiscale. M. Messmer, mettant en avant son souci de justice fiscale, supprima donc cette entorse au principe général de la loi. Il n'était pas mauvais, pour un chef de gouvernement et chef de Parti qui cherche, paraît-il, à retrouver l'assise populaire du gaullisme, d'agir en ce sens. Mais le motif principal et non avoué de M. Messmer et de l'UDR était de mettre M. Giscard d'Estaing en position difficile. Car c'est l'électorat privilégié de celui-ci — la grande bourgeoisie et les rentiers — qui a le plus souffert de cette décision. Or, bien qu'il y fut opposé, c'est le Ministre des Finances qui, aux yeux du public, a porté la responsabilité du crime. Celui-ci s'est donc trouvé devant un choix impossible : soit donner sa démission, et il y a songé sérieusement, soit se soumettre.

Il s'est soumis parce qu'il sait que son avenir politique est nul s'il doit passer par un choc frontal avec l'UDR. Mais il s'est soumis en perdant une partie de son crédit auprès de ses électeurs les plus fidèles. Voici donc un premier coup, bien joué, de l'UDR. A vocation électorale évidente.

une bévue monumentale

Seconde affaire, la loi Royer. Ici, les choses sont encore plus nettes. En décembre 1965, le général de Gaulle avait vivement reproché à M. Pisani, alors Ministre de l'Agriculture, de n'avoir pas su s'attirer les voix paysannes ; d'où, selon lui, le ballottage des présidentielles. M. Pisani fut remercié et remplacé par un certain Edgar Faure qui mena une politique de facilité financière sur les prix agricoles et retourna ainsi l'opinion paysanne. Aujourd'hui, la situation est sensiblement la même bien que l'on ne reproche pas à M. Bourges, le prédécesseur de M. Royer, d'avoir perdu des élections mais simplement d'avoir été nul. La situation est la même parce que la précipitation et l'incroyable démagogie qui ont caractérisé l'élaboration du projet de loi — alors que rien ne pressait à ce point — ont un arrière-goût électoral prononcé. Car l'UDR ne fera croire à personne que

Moi, je suis un pacifiste et l'actualité me perforce dans cette position!

S'il n'y avait pas cette sale guerre du Proche-Orient, ma réforme constitutionnelle passait



BAROU

M. Marcellin n'a pas les moyens d'empêcher les amis de M. Nicoud de faire sur les parlementaires un type de pression — politique ou tout simplement physique — qui ne déplairait pas à la mafia sicilienne. La vérité est que l'UDR a besoin des quatre millions de voix commerçantes et — c'est cela qui est étonnant — en vue d'une échéance plus proche que prévu.

Troisième affaire, la révision constitutionnelle. On sort ici de la clarté pour entrer dans le domaine des plus sombres machinations. En effet, n'importe quel collégien est capable de faire une simple addition pour savoir que le projet de loi réduisant la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans, a fort peu de chances de recueillir les trois cinquièmes des voix du congrès, nécessaires à son adoption. Ce qu'un collégien peut faire, les stratèges de l'Élysée en sont également capables. A moins d'une bévue monumentale que certains politiciens n'excluent pas totalement tant il semble que M. Pompidou et son équipe maîtrisent mal depuis quelque temps les cartes de leur jeu.

Si l'on écarte l'hypothèse de l'erreur de tir, reste celle du coup fourré ; mais lequel ?

Proposer le projet aux électeurs par voie référendaire pour éviter qu'il soit rejeté par le congrès ? Ce serait conforme à la constitution mais contraire à toutes les déclarations officielles antérieures qui affirmaient que la voie parlementaire serait suivie jusqu'à son terme.

Organiser un référendum après que le projet ait échoué devant le Congrès ? Ce serait porter un coup terrible à l'institution parlementaire en lui faisant comprendre qu'elle n'est pas représentative du peuple. Il n'est pas probable que M. Pompidou veuille abaisser le parlement à ce point, mais l'hypothèse n'est pas absurde. Un problème supplémentaire concernant cette procédure vient de ce qu'elle est nettement anticonstitutionnelle. Il est vrai que la constitution en a vu d'autres !

Si l'hypothèse référendum n'est pas la bonne, on peut pousser celle de la voie parlementaire jusqu'à son terme. En supposant, ce qui est le plus probable, que le texte gouvernemental n'obtiendra pas les trois cinquièmes des suffrages du congrès, quelle sera l'attitude du Président de la République ?

vers une élection ?

Dissolution de l'Assemblée nationale ? La manœuvre ne serait guère adroite car on voit mal la majorité obtenir de meilleurs résultats qu'en mars dernier. Démissionner lui-même ? Ce serait laisser croire que le chef de l'État est responsable devant le Parlement alors que le principe fondamental de la cinquième République depuis 1962 est que le Président n'a de comptes à rendre que devant le suffrage universel. De plus, la situation politique ainsi créée serait très défavorable au candidat de la majorité et ferait la part belle à M. Mitterrand. L'ennui est que adopter l'attitude inverse, c'est-à-dire ne rien faire, comporte pour le Président des inconvénients tout aussi fâcheux et notamment le fait que le Parlement ait porté un coup sévère à son autorité sans qu'il y soit répliqué d'aucune manière.

Cet énoncé, bien que réduit au minimum, des hypothèses envisageables, montre que la classe politique nage en ce moment dans un brouillard épais mais que se joue aussi, dans l'indifférence quasi générale, une partie politique dont il n'est pas exclu qu'elle débouche sur une élection capitale. Les cactus qui entourent les joueurs sont difficilement localisables et une fois encore la démagogie et la politique de salon réunies risquent de prendre les travailleurs à contrepied.

Jacques GALLUS ■

notes

● Toulouse : autogestion

LA campagne d'assemblées-débats sous l'égide des comités de liaison pour l'autogestion socialiste a été entamée — et bien entamée — à Toulouse.

Vendredi soir 19 octobre, plus de 2.000 personnes se sont réunies au Palais des Sports de Toulouse pour le lancement de journées de travail sur l'autogestion. Des travailleurs en lutte ont exprimé les réalités concrètes du mouvement social qui se développe aujourd'hui dans des luttes ouvertes — comme à Cerizay — ou des conflits plus latents — comme à la SNIAS (le Concorde...), dans des luttes ouvrières (Noguères-Péchiney) ou paysannes (Larzac) ou encore dans des entreprises qui connaissent de nouvelles formes d'exploitation comme les supermarchés (Mammouth). Des animateurs nationaux du CLAS (Robert

Chapuis pour le P.S.U., Jean-Pierre Vigier pour les C.I.C., Maurice Najman pour l'AMR, André Jeanson pour Objectif Socialiste) ont ouvert le débat à partir de ces témoignages et de ces réflexions, sur la stratégie et la force politique que requiert le développement du courant socialiste autogestionnaire. Ceux qui assistaient à ce meeting se sont inscrits en grand nombre dans les diverses commissions qui avaient établi leurs stands dans la grande salle du Palais des Sports, pour faciliter le contact et la discussion.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur le bilan que l'on peut tirer de ces trois jours sur l'autogestion : d'ores et déjà, grâce à une préparation active et à un matériel bien adapté, le succès a été assuré. Prochain rendez-vous : le 16 novembre, pour la région parisienne. Nul doute que l'expérience de Toulouse ne serve puissamment à assurer la réussite de leurs camarades parisiens du CLAS. ■

● Brest : surchauffe dans la ZUP

Les habitants de la ZUP de Brest se sont aperçus que l'entreprise de chauffage SECOUEST leur facturait 35 % de gaz de plus qu'elle ne brûle. Les locataires ne se sont pas laissés faire : refus de payer les rappels de charges, refus de payer le gaz volé. L'Office HLM de la ville, présidé par le maire Lombard, déclenche des procédures de saisie. Les locataires tiennent bon. Ils obtiennent une enquête par un expert de la fédération nationale des HLM. Celui-ci est obligé de dénoncer l'escroquerie de la SECOUEST. Les locataires obtiennent le remboursement de deux millions de francs et ils économiseront 1.700.000 francs par an, soit 186 F pour un F5.

Aucun moyen n'a été négligé pour mener à bien cette lutte. On est allé jusqu'à écrire et jouer une pièce de théâtre racontant ce qui se passait dans la ZUP. Les travailleurs de ce quartier ont clairement compris que l'exploitation qu'ils y subissent est la même que celle de l'usine.

● "J'ai confiance en la justice de mon pays"

La mort de Jean-Pierre Thévenin, 24 ans, en 1968, dans un commissariat de police de Chambéry, est toujours restée inexpiquée.

De renvoi en renvoi, jusqu'au non-lieu définitif, l'affaire a été consciencieusement étouffée.

Elle constitue l'un de ces « Dossiers Noirs » de la police de

Marcellin, qui a d'ailleurs valu à Denis Langlois, l'auteur du livre, un procès en diffamation intenté par le ministre de l'Intérieur.

Cherchera-t-on aussi à étouffer l'évocation scénique de « l'affaire Thévenin » ? Pas exclu. C'est pourquoi il faut se dépêcher d'aller soutenir, au théâtre Mouffetard (20 h 30 sauf lundi), à partir du mercredi 24 octobre, le théâtre Bulle qui a eu le culot (ou l'inconscience) de monter un spectacle basé sur cette affaire. On peut pas vous dire encore ce que ça vaut. On pense en tout cas que, comme le dit le communiqué envoyé à la presse, « les troupes de théâtre qui montent des pièces sur l'affaire Thévenin, interpellent directement la police. Elles participent au combat démocratique ».

Et puis le théâtre Bulle a de bons antécédents (« Jésus-Fric super-crack », du même auteur, Alain Scoff). Enfin, le titre choisi pour ce spectacle militant nous plaît bien : « J'ai confiance en la Justice de mon pays ». Tout un programme. ■

entre Lip et demain

Succès de la grève à la SNCF. Manifestation de masse des fonctionnaires dans les rues de Paris. Laval paralysé par la grève. Creusot-Loire, SNECMA, et, bien sûr, Cerizay qui tient bon et Lip qui ne cède pas. Les travailleurs ont ouvert par la lutte un débat qui est tout simplement celui de la prise du pouvoir. Les centrales syndicales sont bien obligées d'en tenir compte...

PREVENU de l'action des cheminots, Pierre Messmer aurait déclaré à ses proches : « Cette grève sera impopulaire et ne sera que très peu suivie. Ce Premier ministre n'en manque pas une. Les travailleurs de la SNCF ne sont pas tombés dans les erreurs du passé. On les a vus aux portes des gares expliquer leur mouvement aux usagers. La technique de l'action tournante n'a que peu gêné, tout en désorganisant complètement la SNCF. C'est une réussite... Le directeur de la SNCF n'en revenait pas. Il n'a pu que menacer les grévistes de sanctions... Ceux-ci remettaient ça huit jours plus tard avec le même succès.

Cette fois, ils débrayaient avec l'ensemble du secteur public. Le gouvernement tente de casser la grève en accordant la veille 3 % d'augmentation. Rien à faire, même FO appelle à la journée d'action... 60.000 fonctionnaires vont manifester dans les rues de Paris. Dans les PTT c'est un succès comme on n'en a jamais vu depuis 1968.

ne pas rire

A Laval, onze usines arrêtent en même temps. 5.000 travailleurs en grève. Ils sont de la métallurgie, du textile ou du bâtiment. Ils viennent d'inventer la grève géographique sur des revendications où ils se retrouvent tous : les salaires et le pouvoir d'achat. Ils refusent les différences qui existent avec Paris ou d'autres régions. Ils viennent de faire davantage pour la Bretagne que Pierre Messmer et ses discours de patronage, qui ont d'ailleurs été copieusement sifflés.

Les travailleurs de Lip n'ont pas capitulé. Ils iront jusqu'au bout. Tout le monde le sait, y compris le Premier ministre. Si celui-ci parle de Lip au passé, c'est pour tenter de semer le désarroi chez ceux qui rêvaient de Lip comme d'un paradis. Mais à Besançon on rappelle ce qu'on a toujours dit depuis le début : le meilleur moyen de soutenir Lip c'est de se

mettre en action dans sa propre entreprise, avec les revendications des travailleurs concernés.

On n'a pas capitulé non plus, et on ne capitulera pas, à Cerizay... Et ces dernières semaines, des grèves dures ont eu lieu à Creusot-Loire, à la SNECMA et ailleurs...

La tentative la plus vicieuse pour briser la combativité ouvrière a été, sans nul doute, la provocation raciste après les événements de Marseille en Septembre. Les travailleurs ont brillamment répliqué par les deux grèves d'immigrés. Actuellement à Montesson (Yvelines) un dépôt de la compagnie de transports CGEA continue une grève commencée il y a quinze jours. Tous les autres dépôts ont repris le travail, celui-ci non. La grève est animée par la section CFDT composée de travailleurs immigrés, puisque les 250 salariés le sont aussi pratiquement tous. Le courant raciste ne s'est pas développé dans les entreprises, les travailleurs reconnaissent des camarades dans tous ceux qui luttent, qui savent se battre.

Aujourd'hui la classe ouvrière se sent forte, face à un Pouvoir incapable d'avancer la moindre proposition. On chuchote que, y compris à l'UDR, on se retient pour ne pas rire, lorsque Pierre Messmer disserte sur les rapports hiérarchiques et la participation dans son discours aux journées parisiennes du parti majoritaire... Majoritaire où ça, s'il vous plaît ?

Les confédérations syndicales savent qu'il ne leur suffit plus d'avancer un certain nombre d'objectifs à travers des revendications à faire reprendre en compte par les travailleurs. Ceux-ci ont ouvert dans les luttes tout le débat sur les débouchés politiques des actions et la prise du pouvoir. Plus personne ne peut plus le fuir.

La stratégie mise en avant par le programme commun perd chaque jour de nouvelles plumes. La CGT sait que ça ne peut plus aller très loin, mais elle a fort à faire pour en sortir. La commission exécutive du début du

mois d'octobre a mis au point un document sur la « gestion démocratique des entreprises » et Georges Séguy a fait remarquer qu'il ne fallait pas mettre cette proposition en opposition à l'autogestion. Bref on ne veut pas se laisser distancer. La bonne volonté de l'appareil confédéral est certaine, mais le fait que ce document soit soumis à la discussion de l'ensemble de l'organisation, montre qu'il y a beaucoup de gens à convaincre. Le débat risque d'être plus difficile à l'intérieur qu'avec la CFDT ou avec les partis politiques. Les difficultés internes de la CGT à Besançon en sont un premier signe.

félicitations

Autre exemple dans la région parisienne : L'union régionale CGT adresse des lettres de félicitation aux militants qui ont participé à la marche sur Besançon. Grâce à eux, selon cette lettre, la CGT n'a pas été dépassée par la CFDT, elle a empêché le PSU d'apparaître comme « le fer de lance du socialisme autogestionnaire », elle a empêché aussi une relance du gauchisme (1). Les auteurs de cette littérature, diversement appréciée par les militants, ralentiront au maximum le débat interne de la CGT. Ils provoqueront diverses frictions mais ne pourront certainement pas empêcher qu'il aille à son terme.

Pour la CFDT, les choses paraissent plus simples, les dernières luttes confirmant ses analyses et ses options. Mais au Conseil National qui se tient cette semaine, on ne va pas se dire que des choses gentilles. Par exemple sur « le rôle des organisations syndicales dans la conduite des luttes », point important de l'ordre du jour. Tout le monde n'est pas d'accord avec les positions prises au dernier congrès, particulièrement depuis le conflit Lip. La fédération de la métallurgie n'a pas toujours apprécié l'importance du comité d'action Lip. Dans un récent document, largement diffusé dans les syndicats, elle aurait fait remarquer que la section CFDT Lip ne se réunissait pas assez souvent depuis le début du conflit.

La CFDT connaît aussi toute l'importance de son débat avec la CGT. Il s'agit pour elle tout autant de savoir entraîner un peu plus loin Georges Séguy et ses amis, que de ne pas se laisser récupérer par des relents de programme commun. Il lui faut donc



avancer des objectifs précis et concrets. C'est pourquoi on attend avec intérêt les réponses à un questionnaire du Bureau National CFDT adressé aux syndicats de base. Il est demandé aux militants quels objectifs ils voudraient voir mettre en avant dans la période de transition qui s'ouvrirait après la prise du pouvoir par les forces populaires. Ça veut dire que la discussion porte sur le programme.

A la base comme au sommet, malgré les difficultés internes, les heurts et les affrontements entre les organisations, tous ces problèmes sont débattus dans la franchise et la sérénité. Le syndicalisme bénéficie des encouragements d'une classe ouvrière qui se sait forte et qui comprend la nécessité des actuels débats. Messmer, le pouvoir et le patronat l'ont également senti. Il est certain qu'ils ne s'en laisseront pas imposer par la rue. La répression va être de plus en plus forte à un niveau militant de plus en plus élevé. Michel Rolant, note dans son rapport au Conseil national CFDT de cette semaine, que les syndicalistes CFDT ont cessé, pour le Pouvoir, d'être « emmerdants » pour devenir « dangereux ». Et il ajoute : « Chaque organisation CFDT doit prendre des dispositions pour assurer sa sécurité et celle de ses militants... ». Ce que la CGT a déjà sûrement fait.

Nous allons vers une période de grands affrontements entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Affrontements dont Lip pourrait bien être le premier signe.

Jacques FERLUS ■

(1) J'ai eu entre les mains un exemplaire de cette lettre.

● LAVAL : Salmson toujours en lutte

De notre envoyé spécial

François, barbu, la cinquantaine, P 2, 20 ans aux Pompes Salmson, explique avec fougue : « C'est la sixième grande lutte dans la boîte en 12 ans. Jusqu'à ces derniers temps, on avait une position en pointe dans le do-

main des salaires. Mais depuis que la Scoman, filiale de Chausson (Renault-Peugeot), a obtenu une grille de rattrapage avec intégration de prime, on se retrouve à la traîne... On ne pouvait pas rester comme ça ! »

La suite est connue. Elle a fait passer un frisson de peur dans le dos du patronat de Mayenne et sans doute d'ailleurs. En quatre jours, du 1^{er} au 5 octobre, derrière les « Salmson », une quinzaine d'entreprises de la région (5 à 6.000 travailleurs) se mettent en grève. (« T.S. » 592).

Ce patronat local, toujours persuadé que son autorité procède du « droit divin » est obligé de constater que son action anti-syndicale n'a servi à rien : certaines petites entreprises se sont mises en mouvement, bien qu'elles n'aient pas de tradition de lutte et peu, ou pas, d'organisation au

plan syndical.

Les plus affolés parmi ses membres cèdent rapidement. Une anecdote : des patrons ont déclaré textuellement : « Ils (les travailleurs) demandaient 10 %, je leur ai donné 7 %. Ils auraient réclamé 15 %, j'aurais accordé 10 ! ». Les plus « courageux » se sont raidis. Et ils ont vu dans d'autres petites boîtes les travailleurs reprendre le travail avec presque rien, après 2 ou 3 jours de grève, parfois moins, faute de « savoir comment s'y prendre ».

Cependant, chez LMT et Thomson, le patronat garde son calme, ou essaie... Ce sont des directeurs d'établissements appartenant à des trusts multinationaux. Mille ouvriers en grève par-ci-par-là, sur des dizaines de milliers, cela est supportable. Seule, la « promotion » peut en prendre un coup. D'ailleurs, ces directeurs locaux ont reçu des consignes de ferme-

té : « Si vous cédez à quelques centaines, nous devons lâcher à des milliers. » On redoute, à juste titre, l'effet de boule de neige.

Le mercredi 10 octobre, manifestation-meeting dans les rues de Laval organisée par la C.F.D.T. et la C.G.T. Un grand succès (« on n'avait jamais vu ça à Laval »), mais une manifestation traditionnelle qui ne permettra pas d'unifier les travailleurs des différentes boîtes qui sont dans la bagarre.

Après le 10, la reprise s'effectue un peu partout. Les deux trusts LMT et Thomson tiendront jusqu'au 16 puis reprendront eux aussi dans la confusion, sans acquis importants. De jeunes ouvriers et ouvrières serrent les dents : « On est resté comme ça, isolés, loin des décisions qui nous concernent et aussi sans contact avec

(Suite page 10)



Les responsables syndicaux de la CFDT...
L'unité...

contre-information

● Où en était-on arrivé au moment de la rupture des négociations ?

Des trois revendications initiales des travailleurs de Lip, l'une avait fait l'objet d'un accord : « Pas de démantèlement. » Les deux parties s'étaient mises d'accord pour la création d'un G.I.E. (Groupement d'Intérêt Economique), qui répartissait les anciennes activités de Lip en trois secteurs. M. Giraud, patron du secteur horlogerie, aurait aussi été l'employeur unique de l'ensemble du personnel de ces trois secteurs.

C'est sur la deuxième revendication, « pas de licenciements » que s'est faite la rupture, malgré les concessions importantes des syndicats contenues dans le « compromis de Dijon ».

Quant à la troisième : « Maintien des avantages acquis », elle n'a même pas été abordée, Giraud se contentant de dire « c'est à prendre ou à laisser », en présentant un statut social de l'entreprise qui reportait les Lip 15 ans en arrière.

● Qu'est-ce que le « compromis de Dijon » ?

C'était, en fait, une sorte de plateforme élaborée en commun par les syndicats pour permettre un déblocage de la négociation avec Giraud. Il reprenait un certain nombre d'éléments apportés par l'une ou l'autre des délégations syndicales lors des diverses séances de négociation, les complétant, les rassemblant pour former un tout cohérent constituant une sorte de « méthodologie de traitement des problèmes d'emploi ».

Ce texte garantissait l'emploi :

— soit par réembauchage immédiat ;
— soit par la mise en place, sous la responsabilité du G.I.E., dans le cadre de Lip, de moyens de formation orientés selon les axes de développement envisagés pour Lip au cours des négociations. Il allait jusqu'à accepter la possibilité de reconversion extérieure, dans des conditions bien définies : conditions de lieu, de salaires et de statut social identiques ou équivalentes.

● Pourquoi Giraud n'a-t-il pas accepté ces ouvertures syndicales ?

La raison est évidemment politique. Les propositions des syndicats — qui s'accompagnaient d'une sorte de plan de développement de l'entreprise — étaient parfaitement acceptables sur le plan industriel.

Mais Giraud avait reçu des consignes précises : relancer l'entreprise pour son compte (et il y trouvait son compte !), mais sans donner à l'opinion publique l'impression d'une victoire des Lip. L'exemple des travailleurs de Besançon est trop dangereux pour l'avenir. Il remet en cause le principe sacré du patronat du « volant de chômeurs ». Il fallait donc qu'un certain nombre de Lip « restent sur le carreau », pour l'exemple. Et c'était d'autant plus nécessaire que le secteur touché en priorité aurait été le secteur mécanique, le noyau syndical de l'entreprise, le pelé, le galeux d'où est venu tout le mal...

● Que s'est-il réellement passé, après la rupture, au sein du personnel ?

Il y a eu — c'est évident — des dissensions et des différences d'appréciation se sont manifestées. Après 6 mois d'une lutte aussi exceptionnelle, riche et dure, il faut une bonne dose de mauvaise foi pour s'en étonner.

Le Comité d'Action, mis en place dès le début du conflit et dont le rôle a été déterminant pour l'unité et la mobilisation interne du personnel durant tout le mouvement, ce Comité d'Action a rapproché aux sections syndicales d'être allées trop avant dans la voie du compromis.

Le texte intersyndical (« compromis de Dijon ») n'ayant même pas permis le déblocage avec Giraud, il devenait dès lors caduque, c'est pourquoi la CFDT et le CA se sont mis d'accord pour le vote sur la position : « Poursuite de l'action sur les revendications initiales », la CGT appelant de son côté à la reprise du travail sur la base du Plan Giraud. Les résultats du vote du 12 octobre sont connus : 75 % en faveur de la poursuite de la lutte.

● Ce vote a été contesté par la CGT ?

C'est vrai. Il s'est pourtant déroulé de la façon la plus régulière, et avec le contrôle de la section CGT-Lip.

Il a, de plus, été précédé d'un débat particulièrement long, précis, étayé. Chaque travailleur a eu, avant le vote, un dossier écrit contenant tous les éléments. On peut affirmer que peu de scrutins, dans l'histoire du mouvement ouvrier, ont été préparés avec autant de soin et de souci d'une démocratie véritable (voir TS 592).

● Ce vote marque-t-il un retour à une attitude intransigeante des Lip ?

C'est ainsi qu'on s'est plu à le présenter... C'est évidemment un mensonge grossier. Depuis le début du conflit, l'intransigeance n'a jamais été du côté des travailleurs de Palente, mais bien du côté du patronat et du gouvernement. Non seulement la démonstration a été faite que Lip était viable, mais il a été prouvé aussi que c'était ce qu'on peut appeler « une bonne affaire ». (D'où l'intérêt de Giraud, qui se frottait les mains, après le salon de l'horlogerie, au vu du carnet de commandes.)

Aujourd'hui encore, ce que réclament les Lip, c'est la réouverture de négociations et ils sont conscients qu'une négociation n'est pas un diktat. Ce qui les met d'autant plus à l'aise pour justifier leur refus du diktat de Giraud !

● Que signifie, dans ce cas, le retour au « compromis de Dijon » ?

On a beaucoup discuté, à Besançon-Palente, depuis le 12 octobre. On s'est rendu compte de deux choses :

1. Que le matraquage de l'opinion publique par les grands moyens d'information, sur le thème : « Lip, c'est fini » et « l'irresponsabilité des travailleurs a fait sombrer les dernières chances de sauver l'entreprise », que ce matraquage avait nécessairement des résultats. Or, la solidarité la plus large est la condition nécessaire pour obliger le Pouvoir à reculer.

2. Que la seconde condition nécessaire est l'unité syndicale, qui a été maintenue coûte que coûte tout au long du conflit. Gravement menacée par le vote du 12 octobre, elle devait être restaurée. Le retour à un texte qui avait été élaboré en commun par les syndicats permet cette restauration.

Mais, encore une fois, ce « compromis » n'en est pas un. C'est un plan de travail qui n'est en rien un recul par rapport à la revendication : « Pas de licenciements. »

Développer la solidarité avec les Lip dans l'unité la plus large : c'est dans cet esprit que nous composons ce numéro — pages centrales de notre TS habituel, mais aussi supplément spécial de 4 pages, qui sera tiré à part et largement diffusé dans toute la France.

Nous nous efforçons aussi — face à la pression très forte de la presse au service de la bourgeoisie, qui ne cesse de déformer les faits et d'accréditer la thèse officielle : « Lip, c'est fini ! » de faire le point de la situation et de répondre aux questions que se posent les travailleurs.

André Barjonet met aussi l'accent sur un point essentiel, en expliquant le choix de notre « une » : « Avec les Lip, droit à l'emploi et au travail ! » La meilleure façon d'aider les Lip est d'attaquer, partout, en s'inspirant de leur exemple, en choisissant nos terrains de lutte, en faisant avancer le contrôle ouvrier.

Enfin, c'est aux Lip eux-mêmes que nous donnons la parole, en dernière page.

Le conflit Lip n'est pas terminé. Le Pouvoir peut encore frapper — sur le terrain policier ou judiciaire notamment. L'intervention des CRS, ce mardi matin, à la Maison pour Tous, en est la preuve.

ils ne baissent

Si le conflit Lip n'a pas encore trouvé de solution, si Giraud a claqué la porte, si le gouvernement entend laisser pourrir l'affaire, et faire croire à grands renforts de propagande que « Lip c'est fini », c'est pour une raison bien simple : en s'attaquant au problème de l'emploi — leur emploi — les Lip ont touché à ce que le patronat considère comme une de ses prérogatives essentielles. L'exemple risque d'être contagieux. Et cette contagion serait mortelle pour le capitalisme...

P ENDANT des dizaines d'années, les travailleurs ont presque toujours lutté contre l'exploitation capitaliste là où celle-ci se faisait le plus durement sentir : dans le domaine des salaires et dans celui de la durée du travail. Au prix de grèves très dures et parfois réprimées dans le sang, les ouvriers ont souvent réussi à battre le patronat et à obtenir d'importantes victoires.

Mais le patronat battu n'a jamais été vaincu : la hausse des prix et l'inflation lui ont toujours permis de rattraper ce que l'augmentation des salaires lui avait momentanément enlevé, l'accroissement de la productivité lui a, le plus souvent, permis de compenser les effets de la réduction du temps de travail.

A partir de 1966-1967 (grèves de Rhodiacéta ou des usines Dassault par exemple), les choses commencent à changer et annoncent le formidable mouvement de 1968.

Désormais, les ouvriers et, de plus en plus, les ouvrières se battent aussi pour changer les conditions mêmes du travail, c'est-à-dire, en définitive, tout ce qui concerne leur propre vie à l'occasion du travail : cadences, qualifications, hiérarchie, emploi. Ce dernier point est extrêmement important. Comme l'écrit Charles Piaget dans le livre « Lip » qui vient de sortir chez Stock : « On ne dira jamais assez à quel point, lorsque l'on annonce dans

une entreprise qu'un coup important se prépare sur l'emploi, les travailleurs baissent les bras. Cela paraît une calamité tellement grosse devant nous qu'on ne voit pas comment on pourra réagir. »

Eh bien ! le nouveau — comme le prouve, justement, la lutte des « Lip » —, c'est que les travailleurs commencent à voir comment réagir, qu'ils ne baissent plus les bras. Ce faisant, ils engagent une bataille dont le patronat et le gouvernement ont tout de suite compris l'extrême importance.

Pour le patronat, en effet, l'emploi des travailleurs c'est, bien sûr, la quantité de main-d'œuvre disponible, mais c'est aussi — et de plus en plus — la répartition et l'organisation de l'armée ouvrière sur le terrain de la lutte des classes.

Depuis plusieurs années déjà, un grand nombre de « décentralisations », comme Renault à Flins et à Sandouville, ou Citroën à Rennes, correspond à cette nécessité. Celle-ci est moins économique que politique.

Certes, les dirigeants capitalistes n'ont jamais négligé l'avantage évident de pouvoir puiser dans une main-d'œuvre que la situation géographique permet de payer encore plus bas que dans des régions plus anciennement industrialisées. Mais, pour eux, l'essentiel c'est de disposer d'une main-d'œuvre dont ils pensent que l'origine paysanne (ou, dans d'autres cas, étran-

LIP

'une lutte



...et ceux de la CGT
...retrouvée

Les Lip, pourtant, ont prouvé, eux, leur volonté de négocier. Ils ont tordu le cou à la réputation qu'on voudrait leur faire d'intransigeance et de jusqu'au-boutisme. Certains parmi eux ont peut-être même l'impression d'avoir été trop loin dans la voie des concessions.

Ils ont peut-être aujourd'hui, après 6 mois d'une lutte exaltante et fraternelle, après l'expérience de la solidarité spontanée exprimée de partout au lendemain de l'intervention policière, après les chaudes heures de la grande marche sur Besançon, le sentiment qu'il aurait été possible d'aller plus loin encore, beaucoup plus loin...

Le problème des étapes est un des plus lourds et des plus difficiles à faire accepter à un militant sincère et passionné. Combien d'étudiants ou de jeunes ouvriers ne se sont jamais remis de Mai 68 ?

Mais combien aussi auront retrouvé courage en entendant Piaget : « Lip n'aurait pas été possible sans Mai 68 ».

Les choses avancent, camarades. Elles avancent...

Bernard LANGLOIS ■

plus les bras

gère) leur permet, tout au moins dans un premier temps, de limiter leur organisation syndicale et la combativité.

Ce faisant, le patronat reste fidèle aux principes fondamentaux de la guerre : choisir le moment et le terrain du combat. Ce choix implique désormais une mobilité constante de la main-d'œuvre : par-delà les nécessités économiques liées au commerce extérieur et aux prix des matières premières, le transfert de la sidérurgie de la Lorraine à Dunkerque puis à Fos correspond à cette volonté politique de détruire les bastions ouvriers traditionnels.

A partir du moment où, au contraire, les ouvriers interviennent eux-mêmes directement dans la question de l'emploi, toute cette stratégie est bouleversée. En ce sens, la lutte ouvrière pour l'emploi dépasse de loin une « revendication » traditionnelle. C'est, en fait, une intervention des travailleurs leur permettant de décider à leur tour des moments et des moyens de la lutte.

Cette intervention peut permettre aux ouvriers d'avoir l'initiative des luttes : c'est ce que ne peuvent tolérer les capitalistes.

Voilà pourquoi la lutte des Lip est exemplaire. Ce n'est pas un hasard si Giraud en personne a informé Charles Piaget qu'il serait licencié ; ce n'est pas un hasard si, lors de sa récente conférence de presse, Pompidou a déploré le « souci des Français de ne pas bouger ».

En fait, rien n'est plus faux. Les travailleurs n'ont jamais refusé de « bouger ». Ce qu'ils refusent aujourd'hui, c'est d'être des pions et d'être « bougés » par les autres. Mais si le gouvernement attache une telle importance à Lip, c'est qu'il entend bien aller beaucoup plus loin : d'ores et déjà, les travailleurs de la S.N.I.A.S. et de Boussac sont menacés de la même façon.

Cette offensive du gouvernement, il faut la briser. Pour cela, il ne suffit

pas de « défendre » nos camarades. La solidarité est indispensable : elle ne suffit pas. L'extension des mouvements revendicatifs est nécessaire : elle demeure insuffisante. Le développement actuel de l'inflation ne doit pas être l'occasion du gouvernement de conclure un mini-Grenelle permettant de noyer une défaite des travailleurs de Lip dans le succès apparent d'une augmentation « générale » des salaires et d'une intensification nouvelle de la productivité.

Ce qu'il faut, pour aider réellement nos camarades de Lip, c'est s'inspirer de leur exemple pour attaquer partout où cela est possible sur les mêmes bases : attaquer sur les cadences et sur les postes de travail, attaquer sur la hiérarchie des salaires et sur la hiérarchie de fonctions, attaquer sur l'apprentissage et la formation professionnelle, attaquer sur les licenciements et sur l'emploi.

Ce qu'il faut aussi, c'est développer cette lutte à l'extérieur des entreprises en entraînant l'ensemble de la population des villes et des campagnes au mouvement d'ensemble pour changer la vie. Les exemples d'Evian et de Saint-Brieuc, comme celui du Larzac, sont, à cet égard, les preuves concrètes qu'une telle action n'a rien d'utopique.

Ce qu'il faut, enfin, c'est coordonner cette lutte. Lip, c'est désormais plus qu'un symbole. Mais défendre Lip, ce n'est pas cristalliser sa lutte. Défendre Lip, c'est frapper nous-mêmes en profitant de toutes les occasions où nous pouvons choisir nos terrains de lutte pour faire avancer le contrôle ouvrier.

Nos adversaires s'apercevront alors, un peu tard, que notre combat pour le socialisme autogestionnaire n'est pas une aimable rêverie : ils constateront alors que c'est aussi la façon actuelle des travailleurs de choisir les moyens de leur combat et d'imposer leur victoire.

André BARJONET. ■

que faire ?

POUR tous ceux qui veulent aujourd'hui soutenir concrètement la lutte des travailleurs de Lip, deux tâches sont prioritaires :

1. La popularisation de la lutte et le développement d'une grande campagne de contre-information pour répondre au matraquage collectif d'une grande partie de la presse.

2. Le développement d'une lutte nationale sur le problème de l'emploi, permettant d'articuler la lutte de Lip avec la plupart des combats actuels de la classe ouvrière.

Nous voulons rappeler ici les principaux supports utilisables pour mener ces dures tâches.

POPULARISATION ET CONTRE-INFORMATION

Plusieurs initiatives ont déjà été lancées par les travailleurs de Lip.

1. L'organisation de « 6 heures sur Lip » dans les principales villes de France.

2. L'envoi quotidien par les travailleurs de Lip de dépêches téléphoniques permettant d'organiser chaque jour des points d'information sur Lip. Il est souhaitable que le maximum de comités et d'organisations demandent ces dépêches à la commission popularisation de Lip pour mener à bien ce travail.

3. Des documents peuvent être déjà utilisés : notamment la publicité passée par la section CFDT Lip dans le Monde du 21-22 octobre, et qui donne des éléments essentiels de « contre-information ».

4. La méthode utilisée par les travailleurs de Lip est fondamentale. Ils ont commencé par faire une enquête auprès de la population (questionnaires, enregistrement, etc.) pour savoir quelles étaient les questions principales auxquelles il fallait répondre. Il faut tenter au maximum de faire de même un peu partout : c'est à la fois fondamental pour répondre aux questions réelles que se posent les gens et indispensable pour entamer un dialogue avec les travailleurs et l'ensemble de la population.

5. Deux livres peuvent aider largement à cette popularisation. Le premier est réalisé à l'initiative de la CFDT : Lip 73. Il porte précisément sur les problèmes d'information et contient les documents possédés par l'un des administrateurs lors de la séquestration, documents prévoyant le démantèlement de l'entreprise et les licenciements. Le second, « Les Lip », a été réalisé à l'initiative du PSU.

6. Une lettre-questionnaire des travailleurs de Lip à l'ensemble des travailleurs de France sera prête dans les jours qui viennent. Elle constituera à la fois un moyen de contact et d'information.

7. Au cas où des poursuites judiciaires seraient effectivement engagées « pour vente sauvage de montres », des initiatives peuvent être prises sur la base

du Manifeste des recéleurs paru dans « Tribune Socialiste » et « le Nouvel Observateur ».

LA BATAILLE SUR L'EMPLOI

1. Il s'agit d'éviter que Lip se trouve « noyé » dans les autres conflits sociaux, ou que le rapport entre Lip et l'ensemble des travailleurs s'opère uniquement sur la base de la solidarité. L'objectif de la campagne est de permettre de mener dans plusieurs entreprises des luttes revendicatives spécifiques tout en faisant de Lip un enjeu national pour cette bataille.

2. Le point d'appui le plus proche pour la réalisation de cette campagne sera l'organisation par les travailleurs de Lip d'un « colloque international sur l'emploi » qui se tiendra à Besançon vers la mi-novembre. La réalisation de ce colloque suppose d'abord que des contacts soient pris directement avec les travailleurs de Lip portant sur toutes les luttes qui se mènent sur l'emploi.

Par ailleurs, les travailleurs de Lip veulent, pendant trois jours, organiser une réflexion approfondie sur le problème avec des apports d'économistes, d'urbanistes, de sociologues, de psychosociologues, de médecins... Il s'agit en effet d'étudier concrètement les répercussions du problème de l'emploi sur l'ensemble des secteurs de la vie sociale. Des documents préparatoires devront être fournis sur ces points. Enfin, il est souhaitable que le maximum d'organisations syndicales, politiques, culturelles, d'animation populaire, etc., puissent soutenir et participer à cette initiative. Pour sa réalisation, les contacts doivent être pris avec Lip le plus rapidement possible.

LA BATAILLE POLITIQUE

1. La lutte de Lip est entrée clairement dans une phase d'affrontement politique. Le pouvoir et le patronat veulent tout faire pour faire payer le plus cher possible aux Lip leur audace et leur ténacité. Il faut d'abord situer clairement les responsabilités du pouvoir en dénonçant le mythe d'un Etat « non concerné » par l'affaire. Dans ce cadre, la proposition du PSU de transformer Lip en une régie nationale temporaire sous le contrôle des travailleurs peut permettre au gouvernement de situer clairement son rôle, même s'il est, bien entendu, exclu que ce projet de loi puisse être voté par le parlement actuel.

2. Au cas où le pouvoir continuerait à refuser toute négociation et où un mauvais coup se réaliserait pour liquider Lip, toutes les dispositions doivent être prises pour assurer la riposte la plus dure et la plus efficace possible. Il est donc capital de créer les conditions d'une unité du maximum d'organisations capables de prendre en charge cette éventuelle riposte. Comme l'a dit Henri Krasuki, mieux inspiré cette semaine : « Ils ne l'emporteront pas en paradis. »

« Lip pour tous. Tous pour Lip », tel était notre mot d'ordre lors de la marche sur Besançon. Nous devons y être fidèles jusqu'au bout !

un cessez-le-feu inapplicable ?



Passé le premier moment d'émotion, la guerre du Proche-Orient envahit l'ensemble du champ politique et déborde : le gouvernement en fait un prétexte à l'ajournement de la réforme constitutionnelle ; la gauche — comme la majorité — étale ses divergences à l'Assemblée. Et quand les robinets à pétrole se vissent d'un tour, les « grands » entament la partie diplomatique. Le combat des peuples arabes pour leur dignité et contre l'impérialisme est devenu une affaire mondiale.

SUR quatre terrains prioritaires, la semaine passée a été riche en enseignements.

1. — La vie politique française

On a vu se raviver les vieilles passions, comme au moment de la guerre de 1967. Les sionistes s'y sont distingués par le caractère bruyant et souvent indécent de manifestations qui ont fait se côtoyer, dans la même attitude, Poperen et Soustelle... Des actions violentes ont été commises contre des locaux de travailleurs arabes et des menaces proférées, relayant la campagne raciste de nostalgiques de l'Algérie française.

« entre gueux »

A l'Assemblée Nationale, on a pu mesurer le désarroi des sionistes inconditionnels comme l'incapacité du gouvernement à expliquer ou justifier sa politique. Seul, Yves Le Foll et, dans une mesure moindre, les députés communistes, ont su marquer le caractère exclusivement commercial de la politique française au Proche-Orient (intérêts pétroliers, ventes d'armes) et affirmer leur soutien aux peuples arabes en lutte. Yves Le Foll (voir ci-contre) a insisté sur le rôle joué par les opposants israéliens à la politique impérialiste de Meir et Dayan. Eux aussi se battent contre le sionisme, eux aussi ont droit à notre soutien et à notre respect.

En tout cas, les peuples arabes ont pu clairement voir quels sont leurs véritables amis. Un travail politique de longue haleine, entrepris par le PSU et par d'autres pour populariser la lutte du peuple palestinien, commence à porter ses fruits : la guerre actuelle a été un élément déterminant de cette prise de conscience et de ce renforcement en termes d'opinion publique.

2. — L'arme du pétrole

La mise à exécution de la menace des pays producteurs constitue une nouvelle preuve de la confiance retrouvée par les pays arabes. D'autre part, elle situe l'efficacité de la pression exercée par les masses arabes sur certains gouvernements réactionnaires (Arabie Saoudite, émirats du golfe Persique) amenés à contredire ouvertement leurs maîtres américains et européens. La diminution graduelle de la production pétrolière au Proche-Orient est un coin enfoncé dans le monde occidental : par l'augmentation prévisible des prix et les difficultés d'approvisionnement qui touchent davantage l'Europe que les Etats-Unis (d'où l'initiative des « neuf » en faveur de la paix), les pays arabes portent littéralement la guerre dans le monde développé.

Le sentiment de malaise de certains hommes du pouvoir et du patronat — qui ne peuvent plus se tenir à l'écart d'un « conflit entre gueux », illustre bien ce débordement de l'actualité étrangère sur la vie politique française, signe des contradictions qui iront en grandissant dans le monde capitaliste.

3. — L'enjeu diplomatique global

La fin de la semaine a coïncidé avec une réactivation considérable des contacts diplomatiques. Ces contacts se sont situés au plus haut niveau. Trois leçons s'en dégagent :

● La prééminence réaffirmée des deux « grands », qui se battent ainsi par Etats interposés, et dont l'aide militaire et matérielle est nécessaire sur le terrain. Après une phase de progression rapide des Arabes, le front s'est stabilisé et la négociation entre les deux « grands » s'engage pour un cessez-le-feu rapide, qui débouche assez vite sur un règlement politique entre les belligérants. Malgré le soutien militaire essentiel des U.S.A., il est probable que Nixon n'est pas aussi engagé derrière Israël que par le passé : il saura probablement, dans la mesure, notamment, où les pétroliers américains cherchent à les lui imposer, exiger d'Israël quelques concessions territoriales. Ce sera déjà un succès significatif de la résistance palestinienne et de ses amis.

Inversement, les pays arabes ont su se faire entendre à Moscou, et la présence de Boumediène pour les représenter là-bas est symbolique : il est allé à Moscou avec le poids d'un pays tentant une expérience de développement autonome et dont la position internationale est sans ambiguïté, au Proche-Orient comme ailleurs. (Chili, accueil de réfugiés du monde entier.)

Les autorités soviétiques, dont l'effort matériel en faveur des nations arabes est considérable, ne laisseront probablement pas se faire un règlement du conflit défavorable à ces dernières. Elles entendent obtenir d'Israël et des U.S.A. des concessions d'autant plus significatives pour elles qu'un échec cuisant des Arabes réduirait leur pénétration et leur position au Proche-Orient, vitales d'un point de vue stratégique.

● Le souci commun des deux « grands », tout en poussant leurs pions dans chacun des camps en présence, de respecter et de conserver l'équilibre des forces mondiales en opérant une sorte de partage amiable du monde (le rôle de la Chine, d'ailleurs fort discutable en politique internationale — voir le Chili —, est encore peu significatif dans cette région du monde). Il n'y a, ainsi, aucune contradiction entre le fait de renforcer l'armement de deux camps et de négocier au sommet.

communiqué du Bureau national du PSU

LES Etats-Unis et l'URSS essayent d'imposer (par Conseil de sécurité interposé) un cessez-le-feu au Proche-Orient. Qu'ils y parviennent ou non, les combats menés par les troupes égyptiennes et syriennes, les pressions exercées sur les compagnies pétrolières par certains pays arabes producteurs de pétrole, font que la situation ne pourra plus être la même qu'avant.

Cependant, il est certain que les Etats-Unis vont essayer de maintenir leur mainmise sur la région en imposant éventuellement au gouvernement israélien, leur allié, l'abandon d'une partie des territoires occupés depuis 1967. Ils vont s'efforcer de stabiliser l'ensemble du secteur par une solution de compromis qui nierait l'existence du peuple palestinien et qui représenterait une défaite pour ceux qui, dans les pays du Proche-Orient, luttent contre le régime capitaliste.

Plus que jamais, il est nécessaire que la solidarité anti-impérialiste s'exprime pour que l'arrêt des combats sur le terrain soit une étape dans la lutte politique de tous ceux qui, dans cette région, se battent pour le socialisme.

Le PSU, pour sa part, appelle les travailleurs à exprimer leur solidarité en particulier au peuple palestinien à qui l'ensemble des forces impérialistes ont refusé jusqu'ici, jusqu'au droit à l'existence ; il les appelle également à exprimer leur soutien à tous les peuples du Proche-Orient dans leur lutte contre l'impérialisme.

Paris, le 23 octobre 1973. ■

Par contre, l'important, pour nous, est de faire que les peuples arabes soient entendus et que le peuple palestinien ne soit pas oublié. Cela dépend du rapport de forces réel, à la fois dans la guerre et dans l'opinion.

4. — La guerre sur le terrain

La phase actuelle de la guerre semble être marquée par une progression des positions israéliennes, terriblement renforcées par le matériel militaire des Etats-Unis, et qui n'hésitent pas à lancer des attaques contre des objectifs civils, profitant de la non-généralisation de la guerre (du fait, notamment, de l'attitude plus que réservée de Hussein de Jordanie). Si, sur le Golan, les forces syriennes et irakiennes semblent tenir bon, l'Egypte, qui pâtit de la stabilisation du front en Syrie, va devoir subir le choc le plus violent, à présent que l'effet de surprise ne joue plus.

Encore une fois, rien n'est acquis et rien n'est perdu. Mais s'il apparaissait que ces intentions se confirmaient, il deviendrait essentiel de renforcer le soutien mondial aux peuples arabes, pour empêcher de nouvelles annexions israéliennes ou le retour au statu quo

de 1967, qui reflète la politique impérialiste de l'Etat sioniste. Et d'assurer aussi la solidarité la plus efficace avec les résistants palestiniens, qui ne manqueraient pas — car ils se battent aujourd'hui durement contre Israël et dans les territoires occupés —, d'être les victimes privilégiées d'un Israël à nouveau triomphant.

confiance retrouvée

Quoi qu'il arrive cependant dans les jours à venir, il est probable qu'un élément indélébile restera : c'est la mobilisation des masses arabes, leur confiance retrouvée ; elles aussi ont identifié leurs adversaires : ce sont les sionistes bien sûr, mais aussi le capital international qui les flatte aujourd'hui parce qu'il a besoin de leur pétrole, mais aussi les réactionnaires arabes que menace l'aspiration des masses à leur libération, que gêne l'identification des peuples arabes à la cause palestinienne. Cet élément est la meilleure garantie d'une victoire sur l'impérialisme au Proche-Orient, comme l'est aussi la lente prise de conscience des Israéliens qui refusent d'être des occupants et que leur pays soit la tête de pont du capital dans cette région du monde.

En France, la position du PSU sort renforcée et justifiée de cette crise. Par contre, il faudra bien que le Parti Socialiste, en particulier, comprenne qu'on ne peut à la fois prétendre vouloir changer le régime en France et le consolider dans les sables où meurent des milliers d'Arabes, pour que vive, un jour, l'espoir sur cette terre qui est à eux.

Daniel LENEGRE. ■

UN MESSAGE DE YASSER ARAFAT AU B.N. DU PSU

J'ai reçu votre télégramme au moment où les combats faisaient de plus en plus rage. Votre message nous confirme une fois de plus que tous les militants du monde demeurent aux côtés des peuples en lutte. Votre télégramme qui m'est parvenu au champ de bataille, nous confirme que nous jouissons du soutien et des sympathies des militants et des combattants du monde. Nous vous assurons que nous allons continuer à nous battre jusqu'à la récupération de NOS DROITS LEGITIMES ET NOTRE DROIT A LA VIE ET A LA LIBERTE.

YASSER ARAFAT

Président du Comité Exécutif de l'O.L.P.

Commandant en chef des Forces Armées Palestiniennes.



à leurs cotés

[Extraits de l'intervention d'Yves Le Foll à l'Assemblée Nationale, le 17 octobre.]

Il faut le dire, le répéter : au Proche-Orient, la France n'a pas de politique. Elle n'a que des intérêts. Tout cela fausse le jeu et le débat. Or, au Proche-Orient, en ce moment, l'affrontement entre les deux blocs par peuples interposés tend à devenir une guerre des peuples arabes pour leur libération, pour leur retour au territoire, pour la dignité retrouvée. C'est la Palestine qui est au centre du conflit et l'on assiste à la radicalisation des masses arabes qui se sentent concernées au-delà des gouvernements. C'est une sorte de revanche sur 25 ans d'humiliation et de difficultés d'existence, et sur l'arrogance d'un vainqueur qui pratiquait l'expansionnisme à leurs dépens.

Ne pas sentir cela, et ne pas affirmer sans ambiguïtés notre soutien aux peuples arabes dans cette guerre pour une existence digne, pour la reconquête des territoires, serait trahir notre vocation socialiste, notre appui aux peuples du Tiers Monde en lutte pour leur libération.

Cela ne doit pas masquer la réalité profonde des enjeux : le rôle de pont de l'impérialisme tenu par Israël au Proche-Orient, l'existence et la lutte d'un peuple palestinien qui pose la question de la solution du conflit au Proche-Orient en termes de changement de régime politique dans la région, mettant en évidence que seul le socialisme peut là-bas faire une paix qui en soit une et assurer aux peuples de la région autre chose que le sang, l'humiliation, l'exploitation.

Autrement dit, si certains étaient tentés d'oublier la Palestine dans cette guerre, mais les résistants palestiniens sont présents, et s'y battent — il nous reviendrait de rappeler qu'ils sont — là-bas — avec toutes les masses progressistes arabes, avec les Israéliens opposés à l'expansionnisme, le sel de la terre.

Aujourd'hui, le déblocage de la situation politique au Proche-Orient est entre les mains de tous ceux qui dans cette guerre, combattent l'impérialisme : qu'il s'agisse de révolutionnaires arabes comme des opposants israéliens, et même si ces derniers ne sont qu'une poignée, leur lutte est exemplaire.

C'est aux côtés de ceux-là que nous nous trouvons, comme pendant la guerre d'Algérie, nous avons souvent été seuls aux côtés des Algériens : pour que la France ne soit pas le pays qui massacre ou qui commerce. Et l'Histoire nous a donné raison. Elle continuera.

Yves LE FOLL ■

Pinochet et les siens...

Au Chili, c'est un vrai fascisme qui s'est emparé du pouvoir, c'est-à-dire un mouvement des « classes moyennes » appuyé sur les petits commerçants, une partie des mineurs de cuivre (qui représentaient déjà du temps de Frei, une catégorie de travailleurs tout à fait privilégiée, payée en dollars, recevant des salaires représentant au moins deux fois la moyenne des salaires chiliens) les médecins, les transporteurs routiers propriétaires de leur véhicules, les gens des transports aériens. La différence avec la base du fascisme italien des années 1920 ou du nazisme des années 1930, c'est qu'au Chili, ces classes moyennes n'étaient pas en voie de paupérisation.

MAIS, et c'est fondamental, les mesures prises par le gouvernement d'unité populaire réduisaient leurs privilèges par rapport à l'ensemble des travailleurs et c'est cela qu'ils n'ont pas admis. Cela prouve à quel point est essentiel le travail d'explication politique sur la nécessité de réduire la hiérarchie des revenus comme un des premiers éléments de la lutte contre le capitalisme.

Le plus important, c'est qu'une fois le putsch réalisé, on a assisté à une extraordinaire partie de dupes : depuis quelques jours, les militaires commencent à faire connaître leurs options politiques et elles ne sont pas du tout conformes aux intérêts de ceux qui les ont aidés à prendre le pouvoir. Pour l'instant, on voit se dessiner quatre orientations principales :

— **répression et dépolitisation.** On aura sans doute rarement assisté à une répression aussi brutale, aussi sauvage, aussi haineuse. C'est là que le fascisme primaire se donne libre cours. Ces colonels en retraite qui jouent les indicateurs bénévoles, ces délateurs qui voient des marxistes à tous les coins de rue (ils n'ont d'ailleurs pas tout à fait tort : trois ans de gouvernement d'unité populaire, cela fait une fameuse prise de conscience), ils sont en train de se défouler des humiliations que la liberté leur avait fait subir.

— **des mesures économiques draconiennes :** hausses des prix d'une ampleur jusqu'ici inconnue, blocage des salaires. Ce sont les couches populaires qui vont bien entendu supporter les conséquences de ces décisions et une prime est accordée à ceux qui ont aidé les putschistes.

Ces généraux tortionnaires ont le pourboire généreux pour leurs larbins. Malgré tout, la junte contrôle mal l'économie du Chili, et il lui faudra un soutien considérable des Etats-Unis pour éviter la faillite. On ne risque pas grand-chose à parier que ce soutien lui sera accordé généreusement, mais ça crée des obligations.

— en troisième lieu, Pinochet veut lancer toute une **série d'émissaires à travers le monde**, pour expliquer qu'il est un « démocrate sincère », entouré d'hommes de cœur, de parfaits humanistes qui sont les premiers à plaindre les cadavres qu'ils sont obligés de faire pour purger le Chili de la vermine marxiste qui l'avait gagné.

Cela prouve que jusqu'ici il n'a pas très bonne presse et qu'il est indispensable pour nous de poursuivre la campagne d'explication pour qu'un Pinochet continue d'être qualifié de fasciste.

Jusqu'à-là, il n'y a rien qui puisse gêner ou mettre en danger ces fameuses « classes moyennes » qui ont tant fait pour renverser le gouvernement d'unité populaire.

— Mais les choses se gâtent pour eux quand on examine la dernière série de mesures annoncée par les généraux. Il s'agit d'instaurer différents taux de change par rapport au dollar, variables selon les opérations réalisées. Au bas de l'échelle, là où la monnaie chilienne a le moins de valeur par rapport à celle des Etats-Unis, on trouve les exportations de cuivre.

Et puis, très vite, Pinochet et les siens ont fait appel aux capitaux étrangers et particulièrement américains pour les inviter à s'investir au Chili. Cela veut dire très clairement que c'est les grandes entreprises américaines (ou autres) qui vont prendre en mains la situation chilienne. Ce n'est pas pour rien qu'I.T.T. a été l'élément essentiel de la lutte contre l'U.P. avant même l'élection d'Allende.

On sait ce qu'il advient en pareil cas : les grandes firmes prennent peu à peu le contrôle d'un nombre croissant de secteurs économiques, et c'est alors que les « classes moyennes » commencent à se paupériser.

Nous garderons nos larmes pour de meilleures occasions, mais cela veut dire que Pinochet n'est ni Hitler, ni Mussolini ; son rôle est identique à celui des colonels grecs, des maréchaux brésiliens : il s'agit de faire régner sans entraves l'économie du marché sur le territoire chilien, au profit des entreprises les plus puissantes quelle que soit leur nationalité.

trois tâches

Face à cette formidable puissance la résistance chilienne s'organise, lentement bien entendu, à cause de la fantastique répression qui s'est abattue sur le Chili. Malgré la participation des équipes de tueurs brésiliens (mieux équipés, plus politiques, mieux entraînés que les « amateurs » chiliens) ou américains — la veille du putsch, **une centaine de « techniciens américains** ont débarqué à Valparaiso : aujourd'hui, c'est dans cette ville qu'il y a eu le plus de militants exécutés — malgré donc tous les soins, toute la rage apportée dans la chasse aux militants, la plupart des responsables ont échappé aux arrestations. Récemment, les représentants des partis anti-fascistes à l'étranger se sont réunis et ont décidé de ne pas former un gouvernement en exil, mais un **front de résistance populaire.**

Il ne s'agit pas en effet de s'enfermer dans des formes liées aux institutions bourgeoises ; le combat de nos camarades chiliens n'est pas celui d'un gouvernement chassé du pouvoir, c'est celui d'un peuple en lutte contre l'opresseur botté et casqué qui n'est que l'homme de main du régime capitaliste.

Pour nous, il reste trois tâches principales :

● 1) Il faut continuer d'expliquer comment le putsch a été lancé, quels en sont les responsables, quelles en sont les raisons politiques, quels enseignements il faut en tirer pour notre propre lutte.

● 2) Il faut poursuivre les actions de solidarité avec nos camarades chiliens, en leur laissant, comme nous l'avons toujours fait, déterminer eux-mêmes les formes de leur combat.

Cette solidarité, elle est aussi financière : les versements peuvent être faits à **Solidarité Chili - C.C.P. 4-70 Paris** ou au **Comité de Soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien.**

● 3) Il faut aussi, et conformément à la demande de nos camarades chiliens rendre aussi difficiles que possible toutes les opérations commerciales ou financières avec la junte. Tous ceux qui sont informés de projets dans ce domaine peuvent avoir une action utile, simplement en faisant connaître ce que le gouvernement ou des firmes françaises pourraient tramer avec les généraux chiliens.

Bernard Jaumont ■

du Chili à la France

PARTICIPER dans divers coins de France à des réunions publiques sur la situation au Chili, apporter son témoignage sur ce que quelques-uns d'entre nous ont vu là-bas, juste avant le putsch — et parfois pendant — donner quelques éléments de la situation actuelle que la « grande presse » ne donne pas, tout cela ne répond pas seulement à une attente, mais aussi à une volonté de solidarité d'autant plus forte que l'on ressent de plus en plus nettement que le soutien à la résistance chilienne est une des conditions vitales au succès de notre propre lutte pour le socialisme.

La qualité du silence d'une salle, composée de travailleurs expérimentés et de nombreux jeunes, lorsqu'on décrit les formes du pouvoir populaire — de contrôle — que le peuple chilien mettait en place, ou lorsqu'on évoque sa défaite militaire, prouve, s'il en était besoin, qu'en France le problème du pouvoir est vraiment à l'ordre du jour.

Cette volonté ferme, décidée, de ceux qui participent à ces réunions est un élément très important. Et cette détermination se remarque tout autant quand est abordé le problème de l'organisation populaire pour défendre, les armes à la main si nécessaire, les conquêtes sociales, et empêcher une restitution aux privilégiés. Là encore, pas de grandes phrases, mais des discussions fermes, des apports d'expériences (résistance française ou espagnole) qui permettent un débat concret, en réalité très profond et riche d'enseignements. Les récentes « révélations » du Monde sur le rôle de l'armée française par rapport à « l'ennemi intérieur » — qui ne font que confirmer ce que criaient au printemps les lycéens — ne peuvent que souligner l'utilité de ces réflexions...

C'est ainsi qu'à travers le soutien au peuple chilien se développe en France un processus exemplaire : en situant ce soutien au niveau le plus élevé, le plus exigeant, s'instaure en même temps un dialogue avec les masses qui doit constituer une contribution importante à l'élaboration du programme et de la stratégie à la hauteur de la nécessité du moment. Voilà qui précise à la fois les responsabilités et les méthodes de travail d'un parti comme le nôtre. En même temps que son lien aux masses.

Bernard RAVENEL. ■



chez les paysans

POKER-VIANDE : qui empoche la mise ?

Office de la Viande. La V^e créant pour l'élevage ce que le Front Populaire avait fait pour les céréales, quelle tare ! Il fallait donc pour déconsidérer l'office, une bonne mévente, une bonne crise : « On vous l'avait bien dit que le dirigisme, c'était la mort des éleveurs. Vous vouliez l'Office, vous l'avez, mais vous voyez le résultat. »

Outre les ambitions politiques et manœuvres démagogiques, le coup monté de « la viande poker chimique » et autres « cocktails dangereux » apportait au système deux satisfactions importantes :

— Ses amis porteurs de parts dans les compagnies pétrolières nous font manger des protéines de pétrole dans les raviolis. Mais le prix des protéines de pétrole n'est pas encore compétitif avec celui de la viande. En faisant croire que toute la viande est bourrée d'hormones et que les consommateurs risquent de perdre leurs génitoires en mangeant du veau on pouvait espérer que ces mêmes consommateurs accepteraient de payer à leur prix actuel les protéines de substitution : celles que l'on tire du pétrole.

— Les éleveurs qui produisent des viandes absolument saines (plus de 70 % des tonnages commercialisés en France) le font le plus souvent à partir de l'herbe. Ils ne présentent aucun intérêt pour les firmes qui produisent des produits pharmaceutiques. Leurs troupeaux et leurs fermes sont trop petits pour que l'on puisse faire des profits en essayant

de les convaincre un par un d'acheter des produits-miracles. Par contre, si on réussit à décourager et à faire disparaître ces hommes-là, ils seront remplacés par des grosses unités industrielles qui ne pourront alimenter qu'avec des concentrés et élever qu'à coup d'hormones.

Enfin, si le veau fut particulièrement visé, c'est d'abord parce que c'est cette production qui compte effectivement la plus grande proportion d'élevages « intégrés », donc industrialisés. C'est en cuisant certains veaux que les ménagères avaient commencé à se rendre compte que la viande ne sera plus ce qu'elle était si l'on continue à la faire chimiquement. Du coup, l'affaire prenait un air de « vérité ».

Mais c'est aussi parce qu'un certain nombre de crétins haut placés s'imaginent depuis 20 ans que si l'on cesse de manger du veau on aura, deux ans après, du bœuf à gogo !... Ces gens-là ne savent pas que les surfaces et les étables ne sont pas élastiques et que si les éleveurs gardaient des veaux pour en faire des bœufs, ce serait forcément à la place des vaches qui permettent d'avoir des veaux... A moins qu'ils ne pensent eux aussi à élever ces veaux dans des élevages industriels édifiés autour des concentrations urbaines...

SI AU LIEU DE MENTIR ON GOUVERNAIT

Si nos Ministres gouvernaient au lieu de duper, ils auraient trouvé et appliqué le remède le plus radical

pour empêcher la pollution de la viande : au lieu d'interdire la distribution des substances qui peuvent être dangereuses quand elles sont introduites dans un animal, ils auraient interdit leur fabrication.

Les vétérinaires eux-mêmes sont d'accord : aucun besoin thérapeutique ne justifie l'existence des spécialités hormonales utilisées comme activateur de croissance, du moins pas sous leur forme facilement utilisable par n'importe qui.

Il est évident que cette solution ne pouvait être adoptée par nos gouvernants. Ce qui est bon pour Mérieux est bon pour la V^e. Tant pis si le peuple risque d'en crever !

Une autre solution eut été de contraindre les fabricants de veaux aux hormones à marquer de façon indélébile les carcasses de ces animaux au moment de l'abattage. C'était là aussi trop simple et trop efficace. Ces veaux seraient restés sur le carreau et le prix des autres aurait grimpé. Il était beaucoup plus astucieux de déconsidérer les sains en ne parlant que des gaules !

RETOURNER LE PIEGE

Il paraît possible de mener une contre-attaque efficace. Les tares du marché de la viande sont à rechercher dans le circuit de distribution capitaliste. C'est lui qui doit être court-circuité si l'on ne veut pas que le système de production soit lui aussi « intégré » dans ce même système. (Car il ne l'est pas encore, même si les investissements des éleveurs sont, par tête

de travailleur, plus lourds que ceux de l'automobile.)

Il existe un peu partout en France des éleveurs qui produisent une viande absolument saine. Il existe aussi des groupes de consommateurs qui ont besoin de produits sains et qui sont capables (Lip vient de le prouver) d'une organisation autogestionnaire. Il suffit que les uns abattent leur viande et la congèlent pour l'expédier aux autres.

Parlons chiffres

Un veau de 300 kg est vendu aujourd'hui 2 000 à 2 500, selon sa conformation extérieure et les fantasmes de cours spéculatifs qui n'ont, ni l'un ni l'autre, rien à voir avec la qualité réelle de la viande. Ce veau représente 160 à 180 kg de viande qui seront payés 3.500 à 4.000 F par le consommateur. Ce qui est vrai pour le veau ne l'est pas moins pour le bœuf ou pour l'agneau.

Le locataire d'H.L.M. ne peut pas se payer le luxe d'élever des lapins. (Le ferait-il qu'il serait obligé de leur donner à manger des produits polluants). Par contre, il peut acheter un congélateur : la somme qu'il économisera en le remplissant une seule fois de bonne viande lui permettra de l'amortir !

Pour peu que le consommateur et l'éleveur se mettent d'accord, il serait possible de surcoûter de relever quelque peu le prix que percevra l'éleveur du veau et surtout de le lui garantir.

Enfin, l'opération serait une magistrale démonstration de ce que sera l'autogestion quand un certain nombre d'actes aussi révolutionnaires que celui-ci l'auront généralisée.

Hector COIRON. ■

Une campagne « d'information » vient de s'employer à faire diminuer la consommation de viande. Il est vrai que les Français consomment plus de viande qu'il n'est utile pour leur santé. Cette campagne n'en était pas moins une campagne d'intoxication. Les journaux les plus sérieux et les associations de consommateurs ont donné dans le panneau. Pourquoi ?

Pour le ministre des Finances, faire baisser la viande en réduisant la demande, c'était réaliser un exploit sans précédent !

De plus, le libéralisme doctrinal de notre play-boy financier ne pouvait pas accepter que Chirac, pour gagner les voix des éleveurs, ait été obligé de leur promettre un

● LAVAL (suite de la page 5)

ceux des autres usines. » La direction, pour accélérer la reprise, n'a pas hésité dans cette affaire, à user de pression directe, individuellement sur de jeunes ouvrières.

« Quand on a appris qu'ils reprenaient, ça nous a d'abord surpris. On n'y croyait pas, dit Jean-Pierre, jeune ingénieur gréviste de la Salmson, d'accord avec François. « Les LMT ont pris leur décision. Bien. Mais ils auraient dû nous en parler. On est dans le même trust non ? »

Le mercredi 18, Salmson se retrouve donc seule en grève. La direction jubille et tente aussitôt l'épreuve de force : sortir un camion de livraison de l'entrepôt. Car on commence à manquer de pompes et plusieurs acheteurs parlent de rupture de contrat. Mais

une fois de plus, la direction se trompe. Ses erreurs successives, l'interruption des négociations notamment, ont renforcé la détermination des travailleurs autour des braseros qui réchauffent les piquets de grève. L'alerte est donnée, et la mobilisation rapide met en échec la tentative.

Echec peut-être provisoire. Les « Salmson » pensent que la direction recommencera, ou bien que les flics viendront comme à Lannion, toujours au service des patrons et du capital, « quoi qu'ils en disent. » Le moral, vendredi dernier, était plus que bon. Pas du tout affecté par l'isolement relatif « On est parti les premiers dans la grève, il faut bien qu'on soit les derniers à rentrer », entend-on. Et aussi ceci : « Quoi qu'il arrive, on ne travaillera pas avec le fusil

dans le dos, ni sous le regard triomphant des chefs. »

« 50 F pour tous et tout de suite. 60 F au 1^{er} janvier », c'est sur cette revendication que la lutte se poursuit.

Jean-Pierre l'a confirmé lors du gala organisé samedi dernier par le comité de soutien des travailleurs en lutte, avec la participation bénévole du groupe breton Ar Skloferien et du chanteur Jacques Bertin.

C'est semble-t-il, la première fois dans l'histoire de Laval qu'un gala de ce genre est organisé. Près de six cents personnes : « un succès », disent les responsables qui ont donné le micro à des travailleurs de Salmson, Thomson, Bellanger (où un ouvrier à la pointe de la lutte est gravement menacé de licenciement et peut-être aussi risqué l'inculpation à la suite d'une bousculade), et des textiles Vermandois.

faut que ça mûrisse

Pourtant, la mise sur pied du soutien a posé de sacrés problèmes. D'abord, il a démarré tardivement, une dizaine de jours après le lancement de la grève chez Salmson. Ensuite, les responsables locaux du P.C.F. ont fait opposition à la présence de « gauchistes » dans le comité des organisations syndicales et politiques. Étaient ainsi notamment exclus Rouge et l'Humanité Rouge.

La C.F.D.T. n'a pas réagi. Une proposition de conciliation a été avancée. On ne garderait dans l'intitulé que le nom des centrales C.F.D.T. et C.G.T. Même refus. Ce que voyant, le P.S.U. local s'est retiré du comité. Ainsi naquit un second comité avec P.S.U., H.R. et Rouge. François précise : « Beaucoup de gars n'étaient pas d'accord avec l'acceptation des exclusives par la C.F.D.T., même à la C.F.D.T. » Militant syndical et politique — et il ne s'en cache pas — « le P.S.U. François », clin d'œil malicieux ajoute « ainsi, je suis avec les gauchistes ! »

Et cependant, il est loin d'être isolé. En tribune conscient, il « as-

somme » littéralement les patrons dans les négociations avec ses arguments qui crépitent comme un tir de mitrailleuse. Mais devant les travailleurs, il fait des propositions courtes et précises, qu'ils répètent de l'un à l'autre. « On n'en tient pas compte tout de suite. Puis un jour ou deux après, les délégués, questionnés, les reprennent souvent. Il faut que ça mûrisse. »

Une « personnalité » alors François, le P 2 de Salmson ? Oui, si l'on se sert des mots qu'emploie la presse bourgeoise. Sur le terrain, au milieu des travailleurs, c'est plus complexe. Ce que dit François, beaucoup d'autres travailleurs pourraient le dire. Ses « idées » ne sont pas qu'à lui. Ce sont celles de tous ceux qui luttent sans relâche à la Salmson et qui ont pris l'habitude, par les questions posées aux syndicats, d'éveiller la conscience de tous les travailleurs.

Pour des raisons différentes, C.G.T. et C.F.D.T. (largement majoritaire) rechignent souvent à ouvrir les portes de la discussion et de la décision aux non-syndiqués. C'est pourquoi les idées en forme d'initiative rampent dans les ateliers de la Salmson et finissent par s'installer dans la tête des délé-

gués. C'est un peu comme s'il y avait un comité d'action à la mode Lip, un comité fantôme. Mais qui un jour pourrait sortir de l'ombre...

Michel CAMOUIS ■

● dernière minute

Lundi 22 octobre, 7 h du matin, quatre flics (dont deux commissaires) escortant un huissier, font ouvrir les grilles de l'usine. Derrière eux, les directeurs qui pénètrent dans l'usine, puis la maîtrise et quelques dizaines de travailleurs.

A midi, 116 personnes environ sont entrées (l'usine compte 470 personnes avec un « second collège » de 120). C'est donc un échec pour la direction. Dépitée, elle tente après avoir réquisitionné les vendeurs, d'ouvrir le dépôt, huissier en tête. Là, les travailleurs font barrage : c'est un second échec. En désespoir de cause, elle a « promis » une négociation pour mardi 9 h 30. Les « Salmson » y sont prêts.

avec les paysans

Une vingtaine d'agriculteurs sont venus discuter le 5 octobre avec les ouvriers en grève. Étaient là des paysans de Pré-en-Pail, d'Ernée, de Montflours. Côté des ouvriers, on trouvait des gars de Salmson, Thomson, LMT-SEPT Fontaines, Bellanger.

On a parlé du soutien, un soutien effectif et efficace qui fait dire aux travailleurs : « Ah ! si on pouvait mettre sur pied un échange direct entre nous, ça coûterait moins cher aux ouvriers et ça rapporterait plus aux paysans. »

On s'est aperçu aussi qu'un directeur de coopérative ressemblait à un directeur de LMT local. Comme une usine ressemble à une coopérative. On a parlé de la marche du Larzac et de celle de Lip-Besançon. Les paysans ont raconté leur

lutte, comme celle de Pré-en-Pail contre un cumulard qu'ils connaissent pour l'avoir rencontré au syndicat des agriculteurs, ce qui ouvre les yeux à beaucoup sur le rôle que jouent FNSEA et le CINA (au plan national) du côté des riches.

Bien entendu, tous les préjugés ne sont pas tombés. L'ouvrier de Laval continuera à regarder le petit paysan comme un travailleur « libre » et « propriétaire-capitaliste ».

« Il est vrai, comme le dit un paysans-travailleur, beaucoup de petits paysans y croient encore à leur situation, malgré un endettement auprès du Crédit Agricole pour plusieurs dizaines d'années. Nous avons, nous aussi, beaucoup d'explications à donner à nos camarades. » ■



Piquet de grève. On ne pouvait pas rester comme ça.

un écran de fumée

C'EST la crise à l'O.R.T.F. Rien ne va plus. Les jeux seraient-ils faits? Le conflit qui couvait depuis de longs mois entre le P.-D.G. de l'Office et son ministre de tutelle, Malaud, a éclaté comme un mauvais feu. Les déclarations spectaculaires d'Arthur ont fait de la fumée, beaucoup de fumée. Un écran de fumée?

Peu après la nomination d'Arthur Conte (juillet 72) à son poste, on put s'apercevoir que les deux hommes n'avaient pas la même conception de la politique à appliquer à l'Office.

Arthur: « **Vive le monopole que je défendrai** (jusqu'à la corde qui le pendra?) **Je ferai une information honnête et loyale** » (mais avec des journalistes sûrs. Exit: Des groupes avec son équipe.)

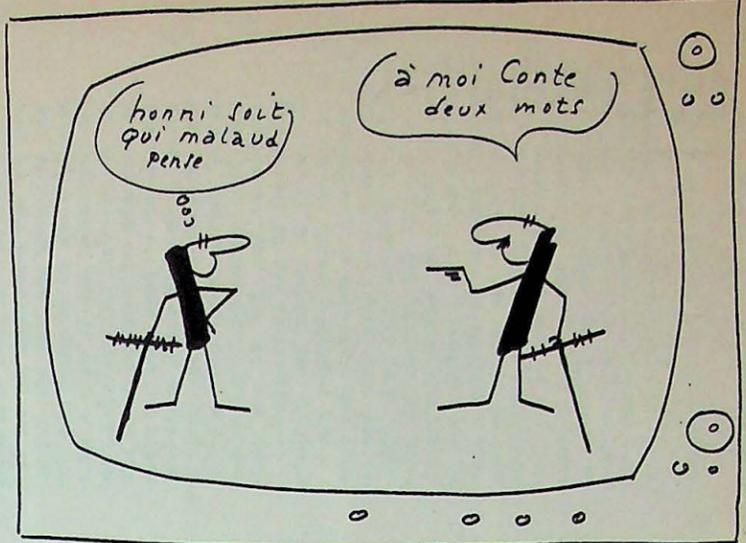
Malaud: « **L'information, qu'est-ce que c'est déjà? Décentralisons, que diable. Voici ma loi (juillet 72) Décentralisons, rentabilisons** ».

Et Malaud d'ajouter, en voix off.: pour que le monopole de l'O.R.T.F. éclate, pour que nous introduisions dans ce beau gâteau la fève des intérêts privés, ma loi — et les Ré-

publicains indépendants — y pourvoient.

C'est que les difficultés financières sont sérieuses à l'Office (comme tous les ans, d'ailleurs). L'O.R.T.F. s'est saigné de sa caisse noire, il y a aussi un trou de 50 millions... Et voilà que les députés et M. Vivien (auteur d'un projet de T.V. privée) décident de « bloquer » la redevance.

Révolte d'Arthur. Pompidou refuse la démission du P.-D.G. et lui renouvelle sa confiance. Comme on dit à son fils: « **va jouer** ». Mais le gosse casse un carreau: il se met à parler de « **chantage financier** », il dénonce les pressions, les interventions politiques sur les journalistes de l'O.R.T.F... (au moment même où ces derniers publient un livre blanc). Après les chiffres, Arthur Conte rend publique une lettre où Malaud donne des consignes à son compère de la Direction de l'O.R.T.F. Alain Dangeard: remettre de l'ordre, licencier certains journalistes politiques, sinon pas de sous pour l'O.R.T.F. Et le démantèlement s'ensuivra (1).



Règlements de conte

Qui de Malaud ou de Arthur Conte aura la peau de l'autre? Arthur est un homme de Pompidou, Malaud aussi.

Le P.-D.G. a marqué des points il a réaffirmé son autorité à l'extérieur et à l'intérieur de l'O.R.T.F. en remplaçant les gestionnaires énarques par des hommes sortis du rang. Mais le président de la République a-t-il vraiment tranché et choisi l'avancée d'une politique libéralo-poujadiste contre les technocrates du capitalisme? La Bande à Malaud n'a certainement pas dit son dernier mot.

A moins qu'Arthur Conte, sentant le vent tourner, ne se souvienne opportunément de ses origines

socialistes. Il essaierait alors, tout simplement, de se mettre à l'abri pour être prêt, quoi qu'il arrive. Prêt à quoi? A être le P.-D.G. de l'O.R.T.F. sous Mitterrand après l'avoir été sous Pompidou? Nous serions alors quelques-uns à ne pas avoir la mémoire courte...

Anne VATIER ■

(1) Depuis un mois on parlait très fort dans les couloirs de l'ORTF d'un projet qui consistait à confier France-Inter et une chaîne TV à la gestion privée, aux marques publicitaires.

Ce bruit qui courait, allait bien dans le sens de la thèse Malaud: une chaîne TV publicitaire, une chaîne culturelle d'Etat et une chaîne régionale financée par la publicité locale.

questions à Louis Althusser

Le marxisme est un anti-humanisme. S'il fallait résumer en un bref principe le combat intellectuel de Louis Althusser, ce serait celui-là. A vrai dire, on le savait déjà avant qu'il ne publie récemment sa « réponse à John Lewis ». Mais seuls quelques esprits musclés en détenaient le secret tant les livres antérieurs du philosophe communiste étaient difficiles d'accès.

AUJOURD'HUI, nous voici devant un texte court et remarquablement clair. C'est son grand mérite. Le seul.

Puisque, hormis la clarté de l'exposition, il n'y a rien de nouveau dans la polémique engagée avec le communiste anglais J. Lewis sur le thème de l'homme comme sujet de l'histoire, il est inutile d'y revenir. Il suffit d'y renvoyer ceux qui n'ont pas eu jusqu'ici l'occasion d'aborder un exposé intelligible du problème.

En revanche, on lit avec le petit pincement de cœur des fins de romans policiers le chapitre qu'Althusser consacre au stalinisme. Il faut dire que cela commence bien. Entendre un des meilleurs théoriciens du PCF proclamer que le concept de culte de la personnalité est « introuvable » chez Marx et qu'en l'utilisant, le XX^e Congrès a escamoté les vraies questions est un excellent hors-d'œuvre. On se souvient alors de la magistrale leçon de marxisme donnée quelques pages plus haut à John Lewis par le rappel d'une phrase du « Capital »: « Ma méthode analytique ne part pas de l'homme, mais de la période sociale économiquement donnée. » En toute logique, on s'attend donc à une étude de ce qui, dans cette période, aurait produit le stalinisme. Assurément, celui qui parviendrait à un tel résultat ferait avancer la question, par rapport à la courte analyse trotskiste sur l'hydre bureaucratique.

un serpent de mer

Mais voilà que tout à coup la belle logique althusserienne s'interrompt pour laisser place à des hypothèses dépourvues de toute valeur explicative. Par un tour de passe-passe prodigieux, le stalinisme, de fruit du culte de la personnalité, devient fruit de l'économisme, c'est-à-dire une résurgence de la déviation théorique des sociaux-démocrates de la II^e Internationale. Après la bureaucratie, nous voici donc en présence d'un nouveau serpent de mer à vocation marxiste.

l'économisme. Le lecteur, cherchant avec bonne volonté la trace d'une démonstration, se demande pourquoi l'économisme a-t-il resurgi avec Staline. Réponse: parce que les staliens on été coupables de déviation économiste.

Ce serait risible si ce n'était scandaleux. Car, en définitive, quelle est la fonction d'un livre comme celui-ci? Une lecture un peu superficielle donne à penser que la liberté d'expression des intellectuels du PCF s'est considérablement élargie. Althusser se permet de soutenir fermement le peuple tchécoslovaque, de dire qu'en URSS et ailleurs on n'est sans doute pas sorti de la période stalinienne puisque la dénonciation du culte de la personnalité était et est inopérante à atteindre le stalinisme en son cœur, de faire quelques clins d'œil à la révolution chinoise, « seule critique historique de gauche de l'essentiel de la déviation stalinienne ». Voici beaucoup d'éléments qui, il n'y a pas si longtemps, auraient transformé un membre du Parti, aussi éminent soit-il, en exclu.

Mais tout cela n'est qu'observation superficielle. Sur le fond, le résultat essentiel du travail d'Althusser est que les véritables questions que doit se poser le mouvement ouvrier sont évacuées. Ces questions, évidemment très liées, sont celle du pouvoir et celle de l'extension de la sphère des choix politiques en régime socialiste. En d'autres termes, il s'agit de poser le problème de la pluralité des options politiques, des chemins d'avenir en société socialiste et de leur coexistence dans le cadre d'un pouvoir socialiste démocratique. C'est le grand débat autour du thème socialisme et liberté dont les divers héritiers des tsars cherchent toujours à se tirer par des pirouettes intellectuelles.

un débat escamoté

Il n'est pas question de faire un procès de jésuite à Louis Althusser en l'accusant d'avancer de fausses ex-

plications du stalinisme pour en permettre la poursuite. Il s'agit simplement de dire que l'économisme s'est inscrit au XIX^e siècle en Europe dans une phase précise de la lutte des classes dont on ne peut l'extraire sans en faire un concept idéaliste. Or, à aucun moment, Althusser ne fait allusion à la situation des classes sociales dans l'Union soviétique de la période stalinienne. A aucun moment, il n'est fait état de divergences, de contradictions, dans l'évolution des forces

sociales. A aucun moment le pouvoir soviétique n'est supposé être un enjeu dont une force politique, voire une force tout simplement policière, pourrait s'emparer à des fins totalitaires.

Au début du livre, dès le rejet de l'idée de liberté aux gémonies de l'existentialisme sartrien, on craignait que le débat le plus cher aux militants du socialisme à visage humain soit escamoté. Le livre refermé, l'arrière-goût de bottes que traînent avec eux les pouvoirs socialistes n'a pas disparu. Il n'a pas été sérieusement menacé.

Jacques GALLUS. ■

Louis Althusser. Réponse à John Lewis. Maspero, 9 F.

LA CHINE

A VOTRE PORTEE

Albums d'art

Archéologie

Reproductions de Peinture

Cartes postales

Papiers découpés

Cartes de vœux

Disques

Timbres - Poste

Ouvrages politiques

Livres pour enfants

Revues

POUR VOUS - POUR VOS CADEAUX...

Librairie

LE PHENIX

72 Bld de Sébastopol - PARIS 3e

Métro: Réaumur Sébastopol

LES LIP RACONTENT...

« Ce qui se passe dans le conflit, c'est que les gens commencent à parler. Ils parlent simplement, avec des mots qu'ils connaissent. »

Cette phrase est extraite de l'interview de Michel, OS 3. Nous l'avons mise en exergue du livre que Stock édite cette semaine dans la collection « Lutter ». Car nous avons voulu que dans ce livre les « Lip » continuent à parler, à raconter la vie, leur vie, l'histoire de cette découverte quotidienne qu'est leur lutte et cela depuis 6 mois.

DÉCOUVERTE du pouvoir qu'ils ont de remettre en cause l'organisation du travail, la spécialisation, la hiérarchie, découverte des possibilités de créer, d'imaginer, de communiquer entre eux et avec l'extérieur, découverte enfin de ce qu'est la politique, dans sa véritable réalité, celle du combat quotidien contre le patronat et le pouvoir, contre l'exploitation et la répression.

Nous aurions pu mettre un autre titre à ce livre : « prenez la parole et ne la lâchez plus ». Cette découverte qu'il est possible de s'exprimer y compris en public, qu'il est possible de vivre autrement apparaît dans tous les récits, par exemple : Marcel, 44 ans, OP1 :

« J'irai jusqu'au bout. Je ne vous cache pas, on dort moins bien, on est fatigué, mais c'est une autre vie. Evidemment c'est une vie qui passe trop vite, j'ai l'impression que je viens à peine de me réveiller, qu'il faut déjà que je me couche tellement que ça va vite. Alors ce qui est bien, c'est que depuis 5 mois, je ne trouve pas le temps long. Moi, personnellement, je suis peut-être fatigué physiquement, c'est possible, mais alors moralement... c'est extraordinairement bon. J'ai 44 ans, mais je me sens 20 ans de caractère ».

On connaît la plupart des péripéties de ce qui est devenu « l'affaire Lip » : la séquestration, la découverte des documents prouvant que l'usine allait être démantelée, la remise en route de la production et la vente des montres, les paies ouvrières. Mais il ne s'agit là pour reprendre l'expression d'un travailleur que de « la partie immergée de l'iceberg ». L'essentiel, et c'est ce que raconte ce livre, c'est : pourquoi tout cela a-t-il été possible ? Comment des hommes et des femmes ordinaires en sont-ils venus à écrire cette page historique de l'histoire du mouvement ouvrier ? Et surtout : comment se sont-ils eux-mêmes transformés, individuellement et collectivement au cours de ce conflit ? Ainsi Sylviane, 23 ans, employée de bureau qui nous raconte son évolution :

« Avant, quand il y avait une grève, je me sentais isolée parce que, si je suis syndiquée, je n'étais pas militante. Je faisais grève comme les autres, mais

je n'allais pas dans les manifs. Je savais qu'on se battait pour quelque chose, mais je ne me sentais pas touchée. Peut-être parce que j'étais un peu jeune ».

« Mais cette grève-là, j'y ai participé depuis le premier jour, depuis le mois de mai. J'ai participé à tout ce qui s'est passé parce que je savais que ma place était en jeu et qu'en plus, il y avait 1.300 travailleurs concernés avec moi. Alors, c'est parti comme ça, je me suis dit : « Chacun donne du sien ». Et j'ai donné du mien comme tant d'autres. J'ai distribué des tracts, j'ai balayé, j'ai fait n'importe quoi, pour aider à la lutte, pour aider les syndicats. C'est venu du fond de moi ; je ne sais pas comment l'expliquer. J'ai trouvé utile par exemple que moi qui suis mariée, qui ai un gosse, j'aillie la nuit garder l'usine. Je pouvais très bien ne pas y aller, je suis une femme après tout... Je me suis dit : « Il y a des hommes, pourquoi pas les femmes ? » et j'y suis allée. La nuit, une fois par semaine, c'était fatigant ; mais c'était important que tout le monde participe aux tâches quotidiennes. Dans les tâches, il fallait absolument que chacun donne du sien et j'ai donné du mien. Je suis tranquille avec ma conscience de ce côté-là ».

Car cette évolution ne s'est pas faite en un jour. On veut nous faire croire que Lip était une sorte d'ilot curieux composé de ces phénomènes bizarres que regroupent la C.F.D.T. et le P.S.U. La réalité est toute autre, en particulier sur le plan politique. Voici ce qu'en dit Charles Piaget :

« Les problèmes politiques aussi se posaient. Il y a chez Lip beaucoup de travailleurs qui votaient gaulliste. Au début quand on circulait dans les ateliers avec nos sonos pour donner des informations, des travailleurs nous disaient : « Mais, enfin, pourquoi vous n'alertez pas M. Edgar Faure qui est dans une circonscription proche de nous : Si Edgar Faure était prévenu, il y a longtemps que ce serait fini ».

« Alors, on s'évertuait à expliquer que l'on avait envoyé des lettres. Ils n'y croyaient pas. Ils nous soupçonnaient, nous de gauche, de ne pas jouer le

jeu. Enfin, Edgar Faure a répondu, il nous a convoqués à la préfecture de Besançon et nous y sommes allés. Tous les journaux parlaient de notre conflit. Nous sommes revenus, nous sommes passés dans les ateliers en signalant : « Nous avons vu M. Edgar Faure, la première question qu'il nous a posée c'était : que se passe-t-il chez Lip au juste ? » Ça été une douche dont de nombreux gaullistes ne se sont pas relevés ».

L'attitude des Lip par rapport aux forces de l'ordre est, elle aussi très éclairante. L'idée que la police est là au nom du bien commun, pour faire respecter l'ordre pour tous est bien plus ancrée qu'on ne le croit dans tous les esprits. Pour beaucoup de travailleurs l'intervention de la police dans l'usine occupée fut une révélation.

Ainsi, Marcel, 44 ans, OP1 qui raconte :

« Au départ, on disait : « Des forces de l'ordre, il en faut, et puis, il ne tapent pas pour rien, et puis, s'ils viennent, c'est pour garder nos affaires, garder notre matériel, garantir notre sécurité ». Nous, on a vu tout autre chose : on a vu vraiment des forces de l'ordre qui sont venues à la solde du patronat et de l'Etat, qui sont ve-

nues narguer, qui ont été grossiers, qui ont été très méchants vis-à-vis de la population civile, des enfants, des vieillards ».

La « population civile ». Le mot est venu tout naturellement à la bouche de ce combattant...

Evolution considérable aussi, tant sur le plan des rapports sociaux entre les travailleurs de Lip — « On n'est plus des anonymes », disent-ils — que sur celui des rapports entre hommes et femmes.

René, 40 ans, OP1 le dit :

« Maintenant l'unique sujet de conversation entre ma femme et moi c'est Lip. J'ai mon fils qui a 18 ans, ma fille qui a 7 ans et ma femme doit faire deux journées très dures. Elle fait le travail à la maison et elle répond à toutes ces lettres. Hier soir, nous sommes rentrés à 20 h 45, après souper il y a la vaisselle et on ne reste pas cinq, dix minutes devant la télévision, qu'on va se coucher. On est fatigué, mais c'est une bonne fatigue et ce n'est plus la fatigue nerveuse de la vie qu'on menait avant : faire des travaux, toujours avoir un chiffre à inscrire sur ses carnets, il fallait du chiffre, toujours du chiffre ».

Et puis il y a bien sûr aussi les fameux tabous qui ont été remis en question tout

au long de la lutte. Et le premier d'entre eux c'est bien sûr celui de la légalité.

Ainsi, Marcel, 44 ans, OP1 :

« Quand on nous a dit que ce n'est pas légal, eh bien moi, ça ne me fait pas plus d'effet qu'un cataplasme sur une jambe de bois ».

« Bien sûr, il y a eu quelques réticences, les cadres naturellement, mais pratiquement, non, je ne me rappelle pas avoir vu quelqu'un de réellement réticent. Je pense que cela a été adopté à 95 % du personnel. Mais si on n'avait pas vendu les montres, on n'aurait absolument aucun poids devant ces messieurs. Il fallait vendre les montres ou les stocker. Parce que vous savez, la direction est incapable de remettre en route l'usine sans nous, absolument incapable ».

« C'est le salarié, c'est l'ouvrier qui fait marcher la machine. Une direction, il en faut, mais quand on voit les gens qui sortent du mouvement, qui essaient de jouer les... comment ? les royalistes, disons, qui sont partis à l'étranger, moi j'appelle cela partir à l'étranger, eh bien on ne devrait même plus avoir besoin de ces messieurs. Quand on pense au salon de Paris où ils ont recruté deux ou trois petits minets et deux-trois barateurs pour faire de la vente, quand tout est ici prêt à fonctionner... Dans notre mouvement ici, il y a de tout ; on veut bien les remplacer ces gens-là ».

Et Michel, OP3, qui affirme :

« Certes nous ne respectons pas la loi actuelle. Mais je peux vous répondre par le mot d'Edmond Maire : « C'est la légalité de demain ». Nous espérons bien, justement, que demain ce sera légal. Moi je suis dans la légalité, c'est eux qui sont dans l'illégalité ».

Pour faire ce livre, nous sommes allés à Besançon et nous avons interrogé les « Lip ». Ils nous ont accueillis comme ils accueillent tous ceux qui viennent les voir : librement et fraternellement.

Nous sommes revenus avec plusieurs centaines d'heures d'enregistrement. C'est nous qui avons mis les titres : le reste, tout le reste, ce sont les Lip qui parlent, parfois hésitants, parfois incertains, toujours sincères.

L'éventail des 32 interviews est, nous semble-t-il représentatif de la communauté « Lip » : 13 femmes, 26 syndiqués dont 5 C.G.T., 10 membres du comité d'action, une représentation de toutes les qualifications, OS, OP, employés, techniciens.

Un éventail d'âge de 19 à 61 ans. Nous avons organisé les récits, soit sur un thème illustré par un seul travailleur, par exemple Maurice : « On n'est plus chez nous », Sylviane : « Plus jamais des anonymes », Marcel, Vittot. Soit autour d'un thème permettant de regrouper les témoignages, les opinions et si possible en créant un dialogue : l'argent, les fem-

mes, les flics, ce que les « Lip » ont appris, etc.

En plus d'un avant-propos, d'une chronologie des faits, et de la présentation des 32 « Lip » le livre comprend deux parties supplémentaires importantes.

Une introduction de Piaget qui raconte à sa manière, avec minutie, sans hâte, mais avec une extraordinaire chaleur humaine la lutte des « Lip ».

Comment cela a débuté, l'importance du travail des dernières années, la séquestration et la conquête de l'information, le rôle du comité d'action, la volonté d'unité et sa nécessité. Une interview de Piaget suit ce récit et donne un éclairage de l'homme et du militant politique qui déjà voit plus loin, après la victoire :

« Ce changement n'est jamais un acquis, parce que si on retombe, on s'atrophie à nouveau. Certes, cet acquis, ils l'ont, ils vont en vivre comme un feu continu après que l'on ait fini de l'alimenter avec du bois, mais il arrivera un moment où il risque d'y avoir à nouveau atrophie. Notre boulot, à nous, après la grève, ce sera de trouver la méthode d'animation qui permette de continuer. Certes ce sera différent, cela ne sera plus la lutte, mais il faudra quand même entretenir ce feu, ne pas le laisser s'éteindre ».

Enfin dans une post-face, Michel Rocard tire les premières leçons politiques d'un conflit qui a une portée nationale et internationale : enseignements de la lutte pour enrichir notre combat, rôle de l'Etat, formes de soutien des différentes organisations et une conclusion dans le paragraphe « vers de nouveaux conflits » :

« Nous sommes à la croisée des chemins. Des conflits d'un type nouveau vont surgir de toutes parts dans les entreprises, mais aussi dans les villes et les campagnes, dans les écoles et les lieux de loisir, parmi les hommes et les femmes. Ces conflits portent en eux l'image d'une société socialiste où la liberté se fonde sur la responsabilité individuelle et collective. Il faut que cette société puisse naître de façon consciente et majoritaire dans les années qui viennent : c'est la chance de notre époque et de notre pays. Sinon cette fin de siècle risquerait fort d'avoir un goût de sang ».

Pour nous, militants du P.S.U. ce livre est extrêmement important. Dans cette lutte qui se poursuit depuis 6 mois, nous retrouvons sur le terrain, dans la pratique des travailleurs, les thèmes du manifeste : « Contrôler aujourd'hui, pour décider demain » que nous avons adopté à Toulouse et cela n'est pas fruit du hasard.

Nous retrouvons aussi, la chaleur communicative, l'imagination, la volonté de communiquer de mai 68 et Piaget le dit : « Lip 73 n'aurait pas été sans mai 68 ».

Ce livre enfin et c'est peut-être l'essentiel, est beau, très beau.

Jean LE GARREC ■

« J'irai jusqu'au bout. Je ne vous cache pas, on est fatigué, mais c'est une autre vie. Une vie qui passe trop vite, j'ai l'impression que je viens à peine de me réveiller... J'ai 44 ans, mais je me sens 20 ans de caractère »...